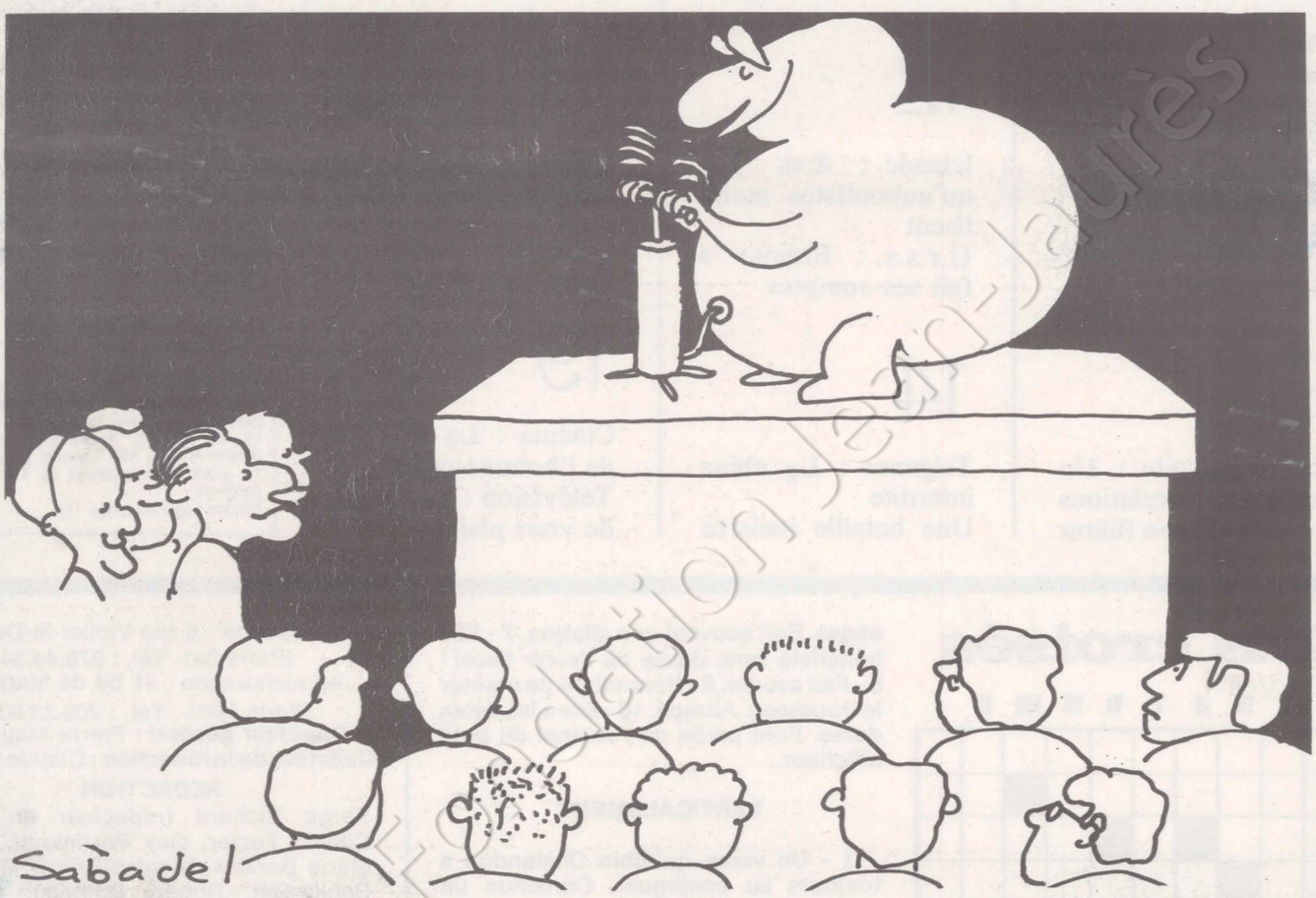
L'unité

N° 9 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 24 mars 1972



DÉJOUER LE PIÈGE

Les dividendes de l'apolitisme / Tsiganes : la chine interdite / Les jusqu'auboutistes irlandais / Ces « messieurs » de la drogue

Fondation Jean-Jaurès

Sommaire

3
Référendum : Déjouer le piège

5
Editorial : Le truc de l'Europe

6
France : Les dividendes de l'« apolitisme »

8
A contre-pied

9
Extrême-droite : Un ami qui a des relations
La voix de son führer

10
Prix : Un libéralisme pré-électoral
Mort de l'Unef ?

11
Chili : La droite s'énerve

12
Irlande : Les jusqu'auboutistes mobilisent
U.r.s.s. : Brejnev a fait ses comptes

14
Tsiganes : La chine interdite
Une bataille incisive

16
Humeur : La mort d'une planète, par Henri-François Rey

17
Le livre de la semaine : La torture, déraison d'Etat

18
Lettres : Un tendre plaidoyer pour l'homme
L'insolite radio-roman

19
Cinéma : La révolte de l'homme-objet
Télévision : au risque de vous plaire

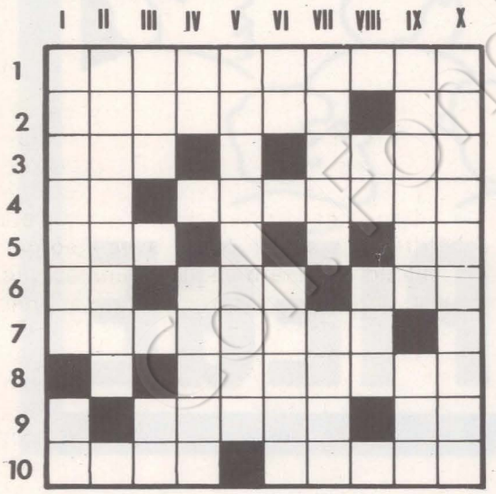
20
Document : Ces « messieurs » de la drogue

23
Courrier : Le marin n'achète pas la mer

24
Ma part de vérité : Golda, par François Mitterrand

PHOTOS
Patrick Botroux (page 19), J.-P. Coureuil (pages 16, 21), Elie Kagan (page 9), Keystone (pages 13, 14, 19, 20, 21, 22), André Perlstein (pages 4, 6, 7, 18), Sabadel (page 1), Jules Sullivan (page 3), Teich (page 8).
Etudes tsiganes (page 15).

Mots croisés



Problème n° 9

HORIZONTALEMENT

1 - Ils font appel aux foules, bien souvent avec succès. 2 - Elle a des chances d'être secouée. Ainsi finit toujours le Parti ! 3 - Système électoral, bien loin du scrutin majoritaire (initiales). Il existe. 4 - Utilisées dans l'éditorial. Elle n'a pas besoin de bronzer pour avoir des couleurs. 5 - Ça colle ! Unité de temps. 6 - En fin de journée. Il avait le sexe des anges. Suit souvent une citation. 7 - Elle bénéficie sans doute de l'avoir fiscal ! 8 - Fait avouer. 9 - Permettent de monter le trousseau. Attrapé. 10 - Elle a les dents dures. Font partie de l'arsenal du petit afficheur.

VERTICALEMENT

1 - Un verbe qu'Albin Chalandon a toujours su conjuguer. Constitue un obstacle. 2 - Suppliciées. 3 - Il est rare que je vous en parle. Lettres de crédit. 4 - Pressé (épelé). Répand. 5 - Un sens que les politiciens n'utilisent pas quand ils veulent faire demi-tour. 6 - Début d'une décoration. Il faut plutôt éviter de les mettre en pelote. 7 - Administrer. Ennuie. 8 - Conjonction. Parfois tranchant. 9 - Décapitai. Ponctue les discours des mauvais orateurs. 10 - S'il est muet, il n'a aucun mérite.

SOLUTION DU PROBLEME N° 8

HORIZONTALEMENT : 1. Restaurant. - 2. Attraction. - 3. Mira. RT. - 4. Oreillard. - 5. Nattier. - 6. Astre. Ré. - 7. EE. Lopin. - 8. Et. Spinoza. - 9. Naissant. - 10. Tuméfié. Ut.

VERTICALEMENT : 1. Ramonaient. - 2. Eitras. Tau. - 3. Strette. IM. - 4. Traîtresse. - 5. Aa. Lie. P.s.f. (Parti social français). - 6. Uccle. Liai. - 7. RT. Argonne. - 8. Ai. Pot. - 9. Nord. Riz. - 10. T.n.t. Tenant.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : J.C. Charlet
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean Jaurès

Déjouer le piège

JEUDI 16 mars, vers 16 h 15, dans la grande salle de l'Elysée où Georges Pompidou parle depuis 75 minutes, un journaliste se penche vers son voisin :

— Vraiment, c'est incompréhensible. Pourquoi cette conférence de presse, s'il avait si peu de choses à dire ?

Le président de la République développe à ce moment une longue réponse à une question que lui a posée Georges Altschuler, d'Europe 1. « A bien des égards, a-t-il dit en commençant, le monde actuel est fascinant... Nous voyons se créer d'énormes ensembles... » Pendant près d'un quart d'heure encore, défilent des généralités sur l'Europe, sur les pays qui vont composer la nouvelle Communauté et qui « ont tous en commun une même tradition de civilisation, à la fois chrétienne et rationaliste, même si chacun y a mis sa marque particulière. »

Rien n'y manque. Mais, avec un art consommé, digne du commissaire Bourrel, Pompidou a soigné ses « cinq dernières minutes ».

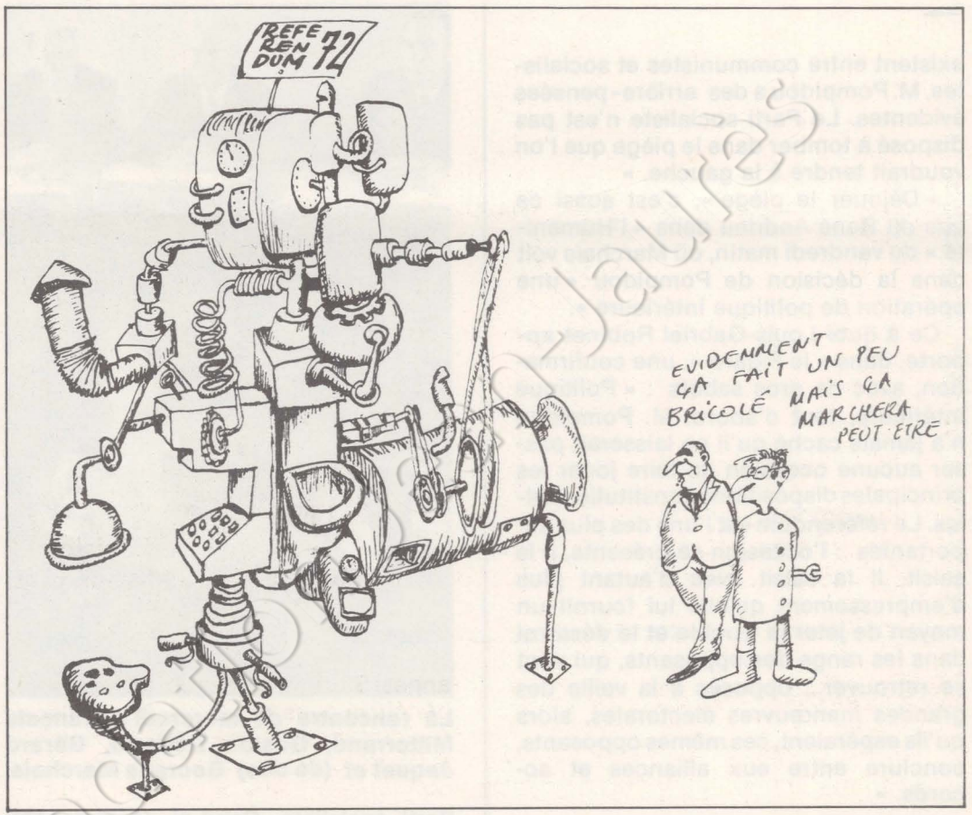
« Et voilà pourquoi, messieurs, je vous déclare et, à travers vous et par delà vos personnes, à tous les Français qu'il faudra que l'élargissement de la Communauté soit ratifié par chaque Française et par chaque Français... »

Si la France, en cette veille de trêve pascale, risquait de s'ennuyer, elle a brusquement retrouvé un thème de discussion. Sinon au niveau de l'opinion, que le sujet ne passionne pas encore, du moins à celui de la classe politique.

Fanton gaffe

La grande presse, sur le champ applaudit l'habileté de Pompidou. « Bien joué ! », titre « le Monde ». Les radios et la télévision ne sont pas en reste et affirment, à tout hasard, que la « bombe » présidentielle embarrasse bien la gauche.

Dans la majorité, la surprise est d'autant plus divine que l'événement est totalement inattendu. Les ministres, certes, ont été informés au Conseil de mercredi. Mais, la veille encore, l'un d'entre eux qui, par ses fonctions, devrait pourtant savoir, affirmait au cours d'un dîner qu'il ne voyait pas pourquoi et sur quel sujet Pompidou utiliserait la procédure du référendum, qui avait en dernier lieu si mal réussi à de Gaulle.



N'importe, dès la nouvelle connue, le chœur est touchant. Enfin, on va pouvoir parler d'autre chose que des scandales immobiliers et des feuilles d'impôts ! L'ineffable René Tomasini voit aussitôt une « admirable continuité » dans une politique qui tourne exactement le dos à celle que de Gaulle avait si longtemps pratiquée—ce que Louis Vallon sera seul à faire remarquer. Mais Jean-Marcel Jeanneney en profite pour revenir au bercail et les deux francs-tireurs de la majorité, Edgar Faure et Michel Poniatowski, ne perdent pas un instant pour faire savoir que leur concours est acquis. De Maurice Schumann aux C.d.r., en passant par Raymond Marcellin et l'U.j.p., chacun tient à dire son mot dans cette communion européenne.

Le secrétaire d'Etat André Fanton, dans son zèle, dit même un mot de trop en lançant tout de go : « Répondre oui à la politique européenne proposée à la France et à ses partenaires, ce sera aussi répondre oui à Georges Pompidou. » On n'est jamais si mal servi que par les siens...

A dire vrai, la gauche n'a pas eu besoin qu'on lui mette les points sur les i pour comprendre la manœuvre et la dénoncer.

Ce même jeudi après-midi, François Mitterrand est en Israël avec Georges Fillioud et Gérard Jaquet. Sans eux, le secrétariat du Parti socialiste se réunit sous la présidence de Pierre Mauroy. Celui-ci vient de téléphoner à Georges Marchais, mais il s'agissait de fixer le rendez-vous entre les délégations des deux partis, après l'échange de lettres confirmant leur accord pour engager sans délai les discussions sur le programme. Pas un mot n'a été échangé sur le référendum.

Et, pourtant, les deux partis vont avoir des réactions assez semblables. Le texte du secrétariat du P.s., que Claude Estier commente à 21 h à la télévision, rappelle que les socialistes ont toujours été favorables à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, mais dénonce aussitôt le second aspect du référendum : « En choisissant un sujet où il est notoire que des divergences →

Le truc de l'Europe

Qu'est-ce qui a pu déterminer Georges Pompidou à bouleverser d'une phrase le cours normal de la vie politique française ?

La manœuvre intérieure est évidente. Elle a été soulignée aussitôt tant par les représentants de l'opposition que par les commentateurs les plus zélés de la majorité. Faisons cependant crédit au président de la République de n'avoir pas agi que pour embarrasser la gauche. On peut aisément comprendre que son dessein soit plus complexe.

Depuis qu'il occupe la scène politique, c'est-à-dire en fait depuis exactement dix ans, avec une éclipse d'une année entre 1968 et 1969, Pompidou a toujours eu devant lui — ou derrière lui — l'ombre du général de Gaulle. La mort de celui-ci ne l'en a pas délivré, même si à plusieurs reprises, dans ses déclarations et dans ses actes, il a « oublié » de se référer au Général. L'expression même de « gaullisme pompidolien » le faisait apparaître comme un disciple, non comme le maître. Cette situation, à la longue, lui est devenue intolérable. Au fil des mois, s'est accru son désir d'écrire lui-même une page d'Histoire de France qui ne soit pas la suite d'une page tracée par un autre. Un seul thème s'offrait à lui, les autres ayant été épuisés par de Gaulle ou demeurant trop aléatoires. Pompidou a donc choisi l'Europe. Enfin, là, il pouvait donner sa mesure. Retenons cette ultime phrase de sa conférence de presse :

« Ayant pris moi-même des responsabilités personnelles à La Haye d'abord, dans mes entretiens avec M. Heath ensuite, en autorisant, enfin, la signature du traité, j'estime qu'il est de mon devoir... »

Ceci étant admis, il n'est pas certain que Georges Pompidou ait choisi la bonne méthode en faisant de l'Europe un enjeu électoral. Les nouvelles difficultés qui viennent d'apparaître à Bruxelles pour le Marché commun agricole ne sont évidemment pas sans lien avec l'annonce du référendum en France. Et, passé l'euphorie des entretiens de Chequers, on s'apercevra aussi que rien n'est réglé, notamment en ce qui concerne la « capitale » de l'Europe : pour la satisfaction des desseins de Pompidou, elle ne pourrait être que Paris, ce qui est loin d'être acquis du côté britannique.

Le terrain européen est donc moins sûr pour le président de la République qu'il pouvait logiquement l'espérer. Et il le serait encore moins si l'opération politique dans laquelle il s'est engagé tournait finalement à la confusion.

Certes, Pompidou est trop fin stratège pour avoir pensé que la gauche serait totalement prise au dépourvu par son initiative. Mais sans doute n'avait-il pas tout à fait imaginé qu'elle serait capable de trouver rapidement une parade efficace. C'est qu'habitué depuis de longues années à ne raisonner qu'en fonction d'une dialectique qui oppose le Pouvoir au seul Parti communiste — un long passage de sa conférence de presse le soulignait encore jeudi dernier — il continuait à sous-estimer le facteur nouveau intervenu depuis quelques mois dans la vie politique française : la renaissance d'un Parti socialiste décidé à être présent au premier rang dans toutes les batailles et à ne pas laisser à d'autres l'initiative de la contestation et de la proposition.

Pour Pompidou, il était évident que le Parti socialiste allait dans cette affaire se trouver déchiré entre ses choix européens et son hostilité au Pouvoir et que ce déchirement, quelle que soit la réponse qu'il déciderait d'apporter au référendum, allait le paralyser. C'est le contraire qui s'est produit.

Le Parti socialiste ne renie pas des convictions qu'il a encore réaffirmées solennellement en adoptant son programme le 12 mars, à Suresnes. Mais il s'est d'emblée situé dans la logique de ce programme, dont la raison d'être est de servir de base à un accord de gouvernement de la gauche. Pompidou pensait sans doute qu'Européens d'abord, les socialistes sacrifieraient l'unité. C'est là qu'était le piège ; unanimement, ils ont refusé d'y tomber.

L'abstention motivée que l'ensemble des membres du Bureau exécutif du P.s. ont retenue comme susceptible de rassembler toute la gauche et qui a été aussitôt proposée au Parti communiste, comme au Parti radical et au P.s.u., est bien la seule réponse à faire à une question truquée. Elle n'est pas une réponse négative, mais au contraire l'affirmation d'une volonté qui est désormais celle de la gauche de choisir elle-même son terrain, sans se laisser entraîner sur celui de l'adversaire.

Georges Pompidou escomptait sans doute un triomphe facile, lui laissant éventuellement les mains libres pour faire des élections dans un nouveau climat psychologique. Il n'est pas sûr qu'il ait bien mesuré le risque couru.

CLAUDE ESTIER

existent entre communistes et socialistes, M. Pompidou a des arrière-pensées évidentes. Le Parti socialiste n'est pas disposé à tomber dans le piège que l'on voudrait tendre à la gauche. »

« Déjouer le piège », c'est aussi ce que dit René Andrieu dans « l'Humanité » du vendredi matin, où Marchais voit dans la décision de Pompidou « une opération de politique intérieure ».

Ce à quoi Louis-Gabriel Robinet apporte, dans « le Figaro », une confirmation, avec de gros sabots : « Politique intérieure, tout d'abord. M. Pompidou n'a jamais caché qu'il ne laisserait passer aucune occasion de faire jouer les principales dispositions constitutionnelles. Le référendum est l'une des plus importantes : l'occasion se présente, il la saisit. Il la saisit avec d'autant plus d'empressement qu'elle lui fournit un moyen de jeter le trouble et le désarroi dans les rangs des opposants, qui vont se retrouver... opposés à la veille des grandes manœuvres électorales, alors qu'ils espéraient, ces mêmes opposants, conclure entre eux alliances et accords. »

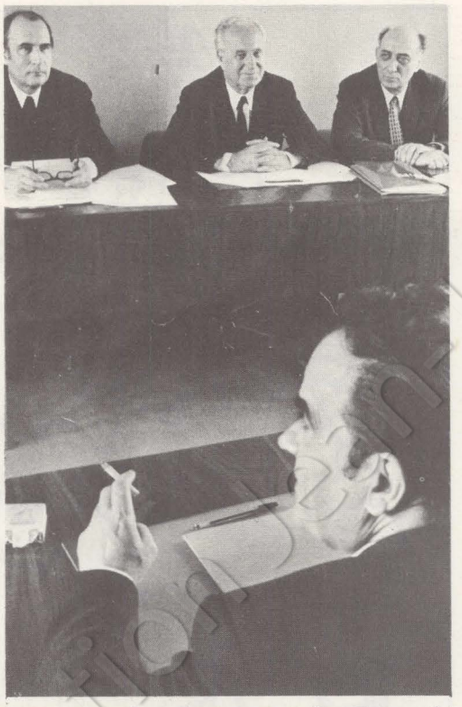
L'abstention motivée

Quelques heures après la conférence de presse élyséenne, chacun sait donc à quoi s'en tenir. Habileté ou manœuvre, peu de commentateurs pensent que Pompidou n'a réellement en tête que l'élargissement de l'Europe. En dehors de la majorité, Jean Lecanuet est un des seuls à voir dans le « oui » qu'il est prêt à donner à Pompidou « le point de départ d'une évolution politique » qu'il appelle de ses vœux. Jean-Jacques Servan-Schreiber est nettement plus réservé. Au fait, n'est-ce pas les réformateurs que ce référendum embarrasse le plus ?

A gauche, en tout cas, on ne perd pas de temps. Le piège ayant été dénoncé, il s'agit de le déjouer. Débarquant dimanche après-midi à Orly, Mitterrand répond aux journalistes :

« Dans la mesure où l'on parle d'un piège un mois à l'avance, il faudra être bien maladroit pour ne pas l'éviter ».

Pressé de questions, il n'en dira pas plus avant de connaître le « climat » du



La rencontre de mercredi : François Mitterrand, Gaston Defferre, Gérard Jaquet et (de dos) Georges Marchais.

Parti socialiste. Celui-ci, le dimanche précédent à Suresnes, a confirmé,en votant son programme, ses choix européens. Mais il apparaît rapidement que les militants réagissent d'abord par rapport à l'opération politique, dont ils voient clairement que l'objectif premier est de diviser la gauche. Très vite, une idée fait son chemin : sous peine d'être en contradiction avec eux-mêmes, les socialistes peuvent difficilement dire non à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun qu'ils réclamaient lorsque de Gaulle, lui, s'y opposait. A l'inverse, peu d'entre eux, même parmi les plus « européens », sont enclins à dire « oui » à Pompidou. Seule position possible : l'abstention, politiquement motivée et qui, si elle devenait une position commune à toute la gauche, retournerait la manœuvre dirigée contre elle.

Convoqué exceptionnellement mardi soir, le Bureau exécutif du Parti n'a pas besoin de plus d'une heure et demie pour adopter à l'unanimité cette ligne de conduite qui sera proposée à la Convention nationale extraordinaire convoquée pour dimanche.

Il reste à la faire partager aux autres formations de la gauche. Déjà, dans la journée de mardi, la Ligue des Droits de l'Homme et les radicaux amis de Maurice Faure ont fait connaître qu'ils sont favorables à l'abstention.

« Faire avec »

Et les communistes ? Les circonstances font que la négociation sur le programme s'engage avec lui au moment même où se pose un problème qui a toujours figuré au bilan des divergences entre les deux partis. Logique avec lui-même, le Parti communiste penche d'instinct pour le « non », même s'il a depuis longtemps reconnu — bien avant Leonid Brejnev — que le Marché commun est une réalité et qu'il faut, comme on dit, « faire avec. »

Mais, au-delà de cette réaction instinctive, le P.c. apparaît également soucieux de ne pas se couper des socialistes. Dès l'annonce du référendum, le ton a brusquement changé et, lundi à midi, les journalistes parlementaires, qui offrent un apéritif à Marchais dans la salle des conférences du Sénat, n'en croient pas leurs oreilles devant l'aménité de ses propos à l'égard du Parti socialiste et de Mitterrand lui-même.

Le P.c. a d'ailleurs décidé de décaler de 24 heures la session du Comité central, afin qu'il siège encore jeudi, c'est-à-dire après la rencontre, place du Colonel Fabien, avec la délégation socialiste, conduite par Mitterrand, rencontre dont l'importance devenait du même coup capitale, mais qui n'aboutissait encore à aucune conclusion.

Si l'accord se faisait sur ses bases en cette fin de semaine, le président de la République aurait obtenu deux résultats qui n'étaient sans doute pas dans ses intentions :

— donner au Parti socialiste, quelques jours après l'adoption de son programme, l'occasion de prouver qu'il tient désormais une place décisive sur l'échiquier politique ;

— permettre sinon que s'efface, du moins que s'atténue l'un des principaux désaccords entre les partis de gauche, facilitant la suite de la négociation entre eux, dont chacun souhaite maintenant qu'elle aboutisse à un accord dans les meilleurs délais.

Et c'est alors Noël Copin qui aurait eu raison d'écrire dans « La Croix » : « Loin de gêner la gauche, l'initiative de M. Pompidou favoriserait au contraire son unité. »

ANTOINE VIOLET

Les dividendes de l'« apolitisme »

En apprenant par la presse que leur ville pourrait bénéficier de subventions spéciales en étant distinguée par l'Elysée, au même titre que quatre ou cinq autres « villes pilotes » de moyenne importance, bien des Choletais ont pensé : « Maintenant, on va tout avoir gratuitement. » Car les nouveaux notables « ne font pas de politique », ils distribuent au bon peuple la manne providentielle.

Ville pilote, ville de l'avenir français ? Malgré les larges morsures claires que font les nouveaux quartiers de Cholet dans le bocage vendéen, le passé enserre toujours le présent. Les anciennes guerres entre les blancs et les bleus, entre l'école libre et l'école publique, entre le patronage catholique de la Jeune France et le patronage laïque des Enfants de Cholet, sont loin d'être oubliées.

Les choses changent lentement, pourtant. Le dimanche, les églises sont bondées et, pour beaucoup encore, aller à la messe implique qu'on vote à droite, et ne pas y aller qu'on vote à gauche. Mais rien n'est aussi simple qu'hier, puisqu'on rencontre des syndicalistes sur les bancs de l'église et qu'on entend parfois M. l'abbé défendre des positions fort peu conservatrices. Si l'ordre ancien se perpétue, l'évolution des esprits se mesure aux progrès du vocabulaire politique. Tout récemment encore, la gauche non communiste s'intitulait « travailliste », pour ne pas faire peur. « Maintenant, constate André Le Chevalier, secrétaire de la section du P.s., le mot « socialiste » passe, mais le sigle de communiste continue à jouer le rôle d'épouvantail. » En province, on avance pas à pas.

Déligotez-vous

Pour les cinquante mille habitants de Cholet, sous-préfecture du Maine-et-Loire, la vie politique locale a été en tout cas bouleversée, en 1965, par l'élection de Maurice Ligot à la tête de la municipalité. Brillant haut fonctionnaire, ayant fait carrière dans les services de la présidence de la République et au ministère de l'Intérieur, c'est un enfant du pays. Autant d'excellents atouts pour entamer une carrière politique.

L'image qu'il a réussi à imposer : l'homme pendu au téléphone, affairé, introduit, influent. « Il a le bras long », entend-on dire partout. Chef de la division des aides régionales à la direction des Etudes et programmes du ministère de l'Industrie, Ligot occupe en effet une position stratégique à Paris, d'où il rapporte, chaque week-end, son lot de bonnes nouvelles et de belles promesses.





Maurice Ligot, maire de Cholet.



André Le Chevalier, le secrétaire de la section socialiste.

Apparemment, les habitants de Cholet sont satisfaits. Aux élections municipales de 1971, la liste qu'il conduisait a recueilli 73 % des suffrages, contre 27 % à la liste d'union de la gauche. Par rapport aux résultats des dernières législatives, cette dernière a enregistré un recul incontestable, en dépit de l'invite à se « déligoter » dont les murs de la ville portent toujours trace...

Il faut dire qu'en quelques années, le visage de Cholet a été transformé. L'ancienne municipalité, de tendance M.r.p., sommeillait. La nouvelle attaque sur tous les fronts : nouveaux quartiers à l'extérieur de la ville, halles, syndicat d'initiative, éclairage public, rues à quatre voies, etc. « Il y a des travaux partout », sont contraints de constater les adversaires du maire actuel. Le contraste entre hier et aujourd'hui n'en est que plus manifeste.

Ainsi, la droite modern style s'inscrit-elle dans le paysage d'une ville moyenne de province. La municipalité « ne fait pas de politique », elle « fait des réalisations »... Elle n'a pas d'idéologie, à moins qu'elle n'ait promu le culte de l'efficacité au niveau d'une idéologie. Peu à peu, le prestige de Ligot — artisan d'une politique apolitique, moderne et dynamique — efface celui du député U.d.r. Le Beault de la Morinière, notable traditionnel, propriétaire terrien, toujours solidement implanté dans la campagne. Il n'est nullement exclu que les deux hommes s'affrontent, comme ils l'ont déjà fait, au cours des prochaines élections législatives.

Ce qui différencie également la droite passéiste de la droite moderniste, c'est que celle-ci accepte, dans certaines limites, le dialogue auquel celle-là répugnait. « Avec Ligot, on peut discuter », reconnaît un militant syndical.

Mais, de l'ancienne droite à la nouvelle, il y a plus qu'une différence de style, il y a aussi une mutation sociologique. Hier, à Cholet, le conservatisme s'incarnait dans des notables issus de la petite bourgeoisie commerçante. Aujourd'hui, le pouvoir est détenu par





Le centre ancien et les nouveaux quartiers de la ville.

des cadres moyens, des industriels, des représentants des professions libérales, des enseignants. Le combat politique a perdu sa clarté d'autrefois, et la partie n'en est pas facilitée pour la gauche.

Les dossiers de la gauche

Celle-ci s'efforce pourtant de faire un procès véritablement politique à l'actuelle majorité. Elle lui reproche d'avoir délibérément choisi de sacrifier les réalisations socio-culturelles, au profit de la mise en place d'infrastructures de prestige, coûteuses et prématurées. « C'est du tape-à-l'œil », lance un militant du P.c. Mais la majorité des habitants de Cholet sont fiers des larges boulevards qui percent la ville, et encore plus fiers de ces jets d'eau aux volumes variables qui s'allument la nuit de couleurs criardes...

Au-delà de la question des choix prioritaires — des écoles plutôt que des jets d'eau — la gauche défend, pièces en main, des dossiers qui ne manquent pas d'arguments. D'une part, les impôts locaux ont crû, depuis l'arrivée de Ligot à la mairie, jusqu'à atteindre la limite du supportable. D'autre part, la municipalité s'est résolument engagée dans une entreprise générale de « privatisation » : les transports urbains aussi bien que le service des eaux ont été cédés au secteur privé. Enfin et surtout, la municipalité confie à des sociétés privées les nombreuses opérations de viabilisation et de promotion immobilière.

Au cours des derniers mois, partis de gauche et syndicats ont mené en commun deux offensives contre la gestion de Ligot. L'une à propos de l'hospice, l'autre à propos du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Celle-ci s'est achevée, comme il se doit, par la réception dans le bureau de M. le maire d'une délégation de responsables politiques et syndicaux. Pour l'anecdote, retenons seulement que Ligot a menacé les organisations bénéficiant de subventions communales de déduire, de ces subventions, le coût présumé de la campagne de tracts à laquelle elles avaient pris part. Le dialogue, on le voit, a des limites pour ainsi dire naturelles et impérieuses.

Le bras long

Pour riposter aux attaques de l'opposition, la municipalité trouve son principal allié dans la passivité de la population. Le Parti communiste et le Parti socialiste regroupent chacun quelque 150 adhérents ; le P.s.u., une poignée de militants ; quant aux « gauchistes », ils seraient 4 ou 5, d'après les dernières estimations, bien que « Lutte ouvrière » ait tout de même réussi à coller plusieurs affiches à travers la ville au début du mois. Finalement, la vie politique reste à l'état embryonnaire. Les deux journaux de Cholet, « Ouest-France » et « Le Courrier de l'Ouest », font la part belle aux manifestations présidées par Ligot le samedi et le dimanche.

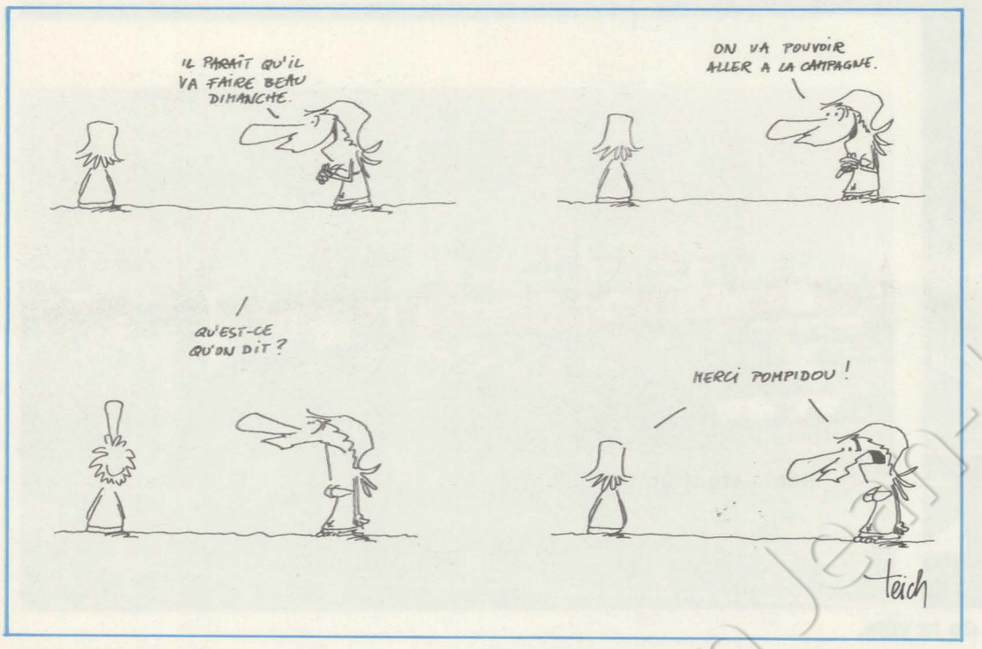
Mais est-ce de la politique ? Un responsable U.d.r., Guy Rousin, constate : « Les réunions publiques ne servent à rien. Même en période électorale. » Jean-Paul Gouraud, du Parti communiste, dit de son côté : « La dernière réunion sur le programme a rassemblé une cinquantaine de personnes. On n'a pas eu de chance : ce soir-là, Krasucki passait à la télé ! D'habitude, notre ennemi, c'est Les cinq dernières minutes. » Léon Coutteceau, responsable de la C.f.d.t., confie, quant à lui : « On s'efforce de soulever le plus de problèmes possible, pour obliger les gens à se poser des questions. »

La municipalité elle-même souffre du désert politique et culturel, puisqu'elle avoue son intention d'« amener la population à participer à l'action de promotion de la ville par des journées d'information et une politique d'animation ». Il n'en reste pas moins que, pour l'heure, elle tire le plus grand profit de ce désert sur lequel règne la télé toute puissante.

Ville ouvrière en pleine expansion démographique et industrielle, Cholet n'échappe pas encore aux pesanteurs du monde rural qui l'entoure. De nouveaux notables ont remplacé les anciens. Mais la nature du pouvoir politique n'a, au fond, pas changé : il appartient à ceux qui ont « le bras long ».

JEAN-MARIE BORZEIX

A contre-pied



Candidature et publicité

Depuis que, suppléant de Roger Frey, Jean-Claude Servan-Schreiber a siégé quelque temps à l'Assemblée nationale, il est à la recherche d'un nouveau mandat de député. Battu en Saône-et-Loire, en 1967, il se présente sans succès contre François Mitterrand dans la Nièvre, en 1968. Il émigre à nouveau et annonce cette fois, à grand son de trompe, sa candidature à Nîmees, où il sera l'adversaire de Georges Dayan.

A défaut de réussite électorale, Jean-Claude Servan-Schreiber s'y connaît en publicité, puisqu'il est directeur de la R.f.p., qui a le monopole de la publicité à la télévision. Un poste qui est sans doute à englober dans les incompatibilités avec les fonctions de parlementaire...

Comiti déchante

Avec 0,67 % du Budget national consacré à la Jeunesse, aux sports et aux loisirs, Joseph Comoti est un ministre heureux. C'est, du moins, ce qu'il avait assuré lors d'un récent débat télévisé. Valéry Giscard d'Estaing devait être devant son poste : ayant à réduire le déficit global du Budget, il n'a éprouvé aucun remords à amputer les crédits de la Jeunesse de plus de trois millions de francs. Premiers secteurs menacés : les échanges internationaux de jeunes et le financement des nouveaux postes d'animateurs permanents.

De moins en moins confiant dans l'optimisme euphorique de Comiti, le Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep) a fait appel. Mais directement auprès du Premier ministre.

Coup d'arrêt à l'O.r.t.f.

Les réalisateurs de télévision ont marqué un point lundi : devant leur opposition à un nouveau statut autoritaire *(voir le n° 7 de « l'Unité »)*, une majorité s'est dégagée au conseil d'administration de l'O.r.t.f. pour marquer un coup d'arrêt. Elle a refusé le feu vert à la direction de l'Office, tant que divers points — notamment la censure et les droits d'auteur — ne seront pas renégociés avec les réalisateurs.

Huit ouvriers, un théâtre

Ils sont huit ouvriers agricoles qui subsistent en travaillant chez des vignerons de l'Hérault. Ce sont aussi huit comédiens, auteurs collectifs de « Mort et résurrection de M. Occitania ». Montés à Paris, ils la jouent au Théâtre de la Cité internationale (et la présenteront encore ce samedi à la M.j.c. de Palaiseau). C'est le « Teatre de la Carriera », traduction occitane de « théâtre de la rue ». Il choisit, en général, marchés et places publiques pour raconter l'histoire du vigneron Occitania, dont la région se meurt, pillée par le Pouvoir central. « Nous voulons, ainsi, marquer notre refus d'un assassinat économique et culturel ».

Chalandon promet

« J'essaie de créer un jardin près de la tour Maine-Montparnasse », a proclamé dimanche le ministre de l'Equipement, Albin Chalandon. Pour preuve de ses bonnes intentions, au moment où les plus modestes squares de Paris sont menacés par les promoteurs.

Cette déclaration fera plaisir aux habitants du secteur qui n'ont, pour promener leurs enfants, d'autre espace vert à plusieurs kilomètres à la ronde que... le cimetière Montparnasse. On n'avait autorisé la construction de l'ensemble Maine-Montparnasse qu'à condition d'être accompagnée d'une « dalle-jardin » recouvrant les voies de la gare. Les habitants du quartier s'apprêtent à fêter le 10e anniversaire de la décision officielle qui suivit cette belle promesse.

Frontière chinoise

Les ponts entre le Parti communiste et le groupe de la revue « Tel Quel », mené par Philippe Sollers, sont définitivement rompus.

Cause de ce différent, d'une rare violence verbale : la Chine et les interprétations de la révolution culturelle. Le prétexte de la rupture, qui couvait depuis longtemps, a été le livre de Maria-Antonietta Macciocchi — député communiste de Naples — « De la Chine », interdit de séjour à la fête de « l'Humanité ».

Aujourd'hui, « Tel Quel » — rattaché aux éditions du Seuil — publie un numéro spécial sur la Chine. Dont le moins qu'on puisse dire est qu'il contient des répliques très vives à l'interprétation de la Chine par les communistes français. Maria-Antonietta Macciocchi y répond à un article de « la Nouvelle Critique », la revue des intellectuels du P.c.f., qui attaquait son livre. Sinophobes et sinophiles n'ont pas fini de s'entredéchirer.

Un ami qui a des relations

Chaque nuit, ils étaient quelques dizaines à se retrouver en commandos de choc pour coller des milliers d'affiches sur les murs de Paris. Ordre nouveau réunissait ses troupes mercredi, à la Mutualité, et il fallait le faire savoir. Objet du meeting : la lutte contre le gauchisme.

François Brigneau, éditorialiste de « Minute », et ses amis d'Ordre nouveau ne ratent jamais une occasion de dénoncer la peste rouge et les gauchistes, le gouvernement incapable et la gauche complaisante. Avec, en prime, les habituelles envolées lyriques sur la défense de l'Occident chrétien. Ordre nouveau se veut un mouvement pur et dur.

Doit-on dire fasciste ? Ordre nouveau entretient de bonnes relations avec le M.s.i., le mouvement néo-fasciste italien. Mais ces liens ne sont qu'amicaux, à en croire François Duprat et les dirigeants « nationaux » français. Toujours est-il que certaines de leurs affiches sont imprimées en Italie.

On a souvent murmuré aussi qu'un député Républicain indépendant, bien connu pour ses opinions droitières, aidait financièrement les dirigeants d'Ordre nouveau. Mais cela ne doit être que pure calomnie.

A côté des dirigeants d'Ordre nouveau, un homme se détache : Gilbert Le Cavelier. Curieux personnage, qui navigue entre le gaullisme affairiste ou truand et le fascisme d'Ordre nouveau. A 28 ans, Le Cavelier, accent parisien, démarche chaloupée et moustache généreuse, a déjà derrière lui une « brillante carrière ». Il sert dans les parachutistes en Algérie, puis devient « conseiller technique » en Afrique Noire. Où ? Et pour qui ? On ne sait. Là, Le Cavelier devient l'ami de Bob Denard, ancien chef des mercenaires du Congo. En 1968, il rentre au Sac. Et fait le coup de poing contre les gauchistes dans les derniers jours des événements de mai.





Le Cavelier manifestant en tête d'Ordre nouveau ; et, à Charonne, le 25 février.

En mars 1969, il dirige les appariteurs musclés de la faculté des Lettres de Nanterre. Il y embauche certains de ses amis, mercenaires au chômage. Salaire : 200 F par jour, plus les primes. Manque de chance ; les 80 gros bras ne suffiront pas et 2 000 étudiants écœurés les expulseront manu militari du campus de Nanterre.

3e étage à la P.p.

« L'épuration » du Sac, en 1969, atteint Le Cavelier. Avec d'autres anciens du service d'ordre gaulliste, il participe à la création d'Etec, l'officine de chantage de « Charly » Lascorz, « capitaine chargé de mission générale » de l'Ordre souverain et militaire du Temple de Jérusalem. Garde du corps, homme de main et agent de renseignements du directeur, Le Cavelier touche 1 200 F par mois. Ce qui lui vaudra d'être inculpé par le juge d'instruction Jean Michaud, ainsi que les autres dirigeants d'Etec.

Du côté de la préfecture de Police, Le Cavelier possède, si on veut bien le croire, de solides relations : dans une interview accordée à Jacques Derogy dans « l'Express », il reconnaît que son patron aux Renseignements généraux « est l'officier de police Boucher, au bureau 2 300, escalier E, troisième étage, à la P.p. »

A la dernière manifestation d'Ordre nouveau, le 1er mars, Le Cavelier était encore là. Drôle de fréquentation pour un mouvement qui se veut anti-gaulliste et soucieux de son image de marque « anti-système ». Gaulliste de choc, mercenaire de l'ordre, auxiliaire occasionnel de la police, Le Cavelier a su aussi se rendre indispensable à l'extrême-droite. On a les alliés qu'on mérite.

N.B.



La voix de son führer

Dimanche, en se rendant à une vente à Versailles, les apprentis nazis ont pu améliorer leur panoplie de poignards S.S. et autres souvenirs. Alors, d'un peu partout, les protestations ont fusé. Mais c'est dans l'indifférence générale qu'un éditeur de disques (la Serp) place, en plein Paris, une édifiante collection où Philippe Pétain et Jean-Louis Tixier-Vignancour voisinent avec les « Chants et marches du IIIe Reich ». Cela se vend bien : les amateurs complètent leurs collections de discours d'Hitler, de chants nazis ou de marches militaires du grand Reich.

Dans les magasins de disques de Saint-Germain-des-Prés, on ne s'étonne plus, sauf lorsqu'un amateur fougueux embrasse avec force la pochette d'un 33 tours avant de faire le salut hitlérien. « Les amateurs sont de tous âges, mais souvent jeunes, nous raconte un vendeur. Et, quand ils me demandent ce genre de disques, ils sont très naturels, pas du tout gênés ». Les disquaires, eux non plus, à de rares exceptions, ne sont pas gênés et leur excuse favorite est de bonne foi : « Il faut bien satisfaire la clientèle ! »

Un libéralisme pré-électoral

Hausse des prix de détail au cours de l'année 1971 : 5,7 % selon l'indice officiel de l'Insee, 9,5 % si l'on en croit l'indice élaboré par les syndicalistes de la C.g.t. Derrière cette divergence, apparaît, en fait, une réalité peu agréable pour les consommateurs français : l'augmentation du coût de la vie dépasse largement le pourcentage jugé tolérable par le ministre des Finances lui-même : Valéry Giscard d'Estaing estimait, l'année dernière, qu'une hausse des prix supérieure à 3,9 % serait préjudiciable à l'équilibre de notre économie.

C'est donc que les contrats anti-hausse, signés, en septembre 1971, entre le gouvernement et le patronat et qui avaient pour objet, précisément, de limiter à 1,5 % en six mois la hausse des produits industriels, n'ont pas donné les résultats espérés. Giscard d'Estaing n'a décidément pas de chance : l'autre jeudi, lors de sa conférence de presse, Georges Pompidou a compté parmi les erreurs du régime « la trop longue prolongation du plan de stabilisation de 1964 ».

On peut évidemment objecter que les contrats n'ont pu peser sur l'indice des prix qu'au cours du dernier trimestre de 1971. Il n'en reste pas moins qu'à partir du 1er avril prochain, Giscard d'Estaing inaugure une politique nouvelle dans le domaine des prix.

Mauvais exemple

A l'automne dernier, ç'avait été le durcissement. Les contrats anti-hausses furent relativement mal acceptés par les industriels qui reprochaient au gouvernement de bloquer les prix après avoir procédé quelques semaines plus tôt, mauvais exemple, à l'augmentation de divers tarifs publics. Aujourd'hui, c'est le libéralisme qui n'ose pas dire son nom.

Les entreprises employant mois de vingt salariés, c'est-à-dire l'immense majorité d'entre elles — 97 % des 700 000 existant en France — retrouvent une liberté totale dans la fixation de leurs tarifs. De même, les fabricants de produit de luxe : photographie, alcools, parfums, etc. ainsi que les vendeurs d'espaces publicitaires.

Pour les autres entreprises, il est prévu de reconduire, dans un premier temps, les contrats passés — les hausses moyennes de prix ne pouvant dépasser 3 % d'ici au 1er avril 1973. Cependant, le ministre a promis de rendre leur liberté dès le mois de juillet à celles d'entre elles qui évoluent dans un secteur où la concurrence internationale est forte. En échange, les tarifs publics n'augmenteront pas plus vite que les prix du secteur privé. On le voit, ce nouveau dispositif est vraiment teinté de libéralisme. Il contient en germe un retour à la liberté totale des prix.

Toujours plus cher

Ce qui se passera certainement, c'est qu'une fois la liberté accordée à certains secteurs, on l'étendra progressivement à tous les autres. Cela s'inscrit d'ailleurs assez bien dans la logique de la politique économique à long terme d'industrialisation. L'expérience montrant que l'assouplissement d'un blocage de prix s'accompagne toujours d'une certaine hausse, les entreprises en tireront des marges d'autofinancement plus élevées.

Les hausses de l'année dernière sont également imputables aux produits agricoles et aux services. Or, dans ces deux secteurs, il est difficile de prévoir des baisses prochaines, ou même simplement une certaine stabilité. Au contraire, du fait des dernières décisions de Bruxelles sur l'Europe verte, les produits agricoles coûteront plus cher dans les prochaines semaines.

Le nouveau plan gouvernemental n'a finalement rien prévu pour lutter contre les mécanismes inflationnistes. La hausse des prix se poursuivra donc. En faveur certainement des artisans, des commerçants, du patronat et des objectifs du VIe Plan. Mais nous sommes en période préélectorale...

CLAUDE VINTOUX

Mort de l'Unef ?

Le syndicalisme étudiant serait bien peu de chose s'il disparaissait avec quatre initiales, celles de l'Unef (Union nationale des étudiants de France). Au moment où l'Unef tendance Renouveau tient à Paris son congrès (jusqu'à ce vendredi) et où l'Unef tendance A.j.s. (trotskiste) prépare ses assises de Clermont-Ferrand, la Justice, à la suite d'une longue procédure engagée par les corporatistes de Paris-Sciences, se proposait de déclarer que le sigle Unef n'a plus d'existence légale.

Les banderoles des deux « 60e congrès » devront-elles disparaître ? Le pouvoir judiciaire peut-il d'autorité condamner à mort une organisation syndicale et déterminer qui est héritier, mainteneur ou usurpateur ? La question est grave. La Fédération de l'Education nationale, ainsi, a protesté, arguant que « la récente scission ne saurait servir de prétexte à une dissolution de droit ou de fait » et a renouvelé son appel « pour l'unité du mouvement étudiant ».

Car s'il fut une époque où l'étudiant de gauche savait à quel syndicat adhérer — c'était l'Unef — Mai 1968 est venu brouiller les cartes. Après Mai, le monde étudiant a connu le découragement, les exclusives, les scissions. Aujourd'hui l'Unef est bicéphale, chacune des organisations ignorant l'autre, cependant qu'une 3e organisation, le Marc, vient de tenir à Grenoble son troisième congrès.

Se définissant comme un « syndicat révolutionnaire », le Marc entend mener « son action en milieu étudiant en liaison avec les luttes de la classe ouvrière ». Son congrès a adopté un projet de présalaire indexé sur le Smic et pouvant être augmenté sur critères sociaux, mais il a surtout marqué un développement de ses bonnes relations avec la C.f.d.t. L'Unef tendance Renouveau, pour sa part, prépare une plateforme revendicative, la création de fédérations nationales et une manifestation, en mai, avec la C.g.t. et les lycéens de l'Uncal.

La « mort » de l'Unef serait-elle réellement une victoire pour le Pouvoir, et celui-ci croit-il que tuer le souvenir des heures tumultueuses du syndicalisme étudiant suffit à exorciser le danger ?

M.R.

La droite s'énerve

De la correspondante de « l'Unité »

Après le temps mort des vacances australes que le président Salvador Allende a utilisées pour faire, du sud au nord du pays, une série de visites aux ouvriers des mines de cuivre et de charbon, l'affrontement politique a repris de plus belle à Santiago.

Comme cela était déjà le cas dans les semaines précédentes, le gouvernement d'Unité populaire est obligé de se battre sur plusieurs fronts à la fois.

D'une part, la pression des Etats-Unis, qui se manifeste dans la difficile négociation sur la dette extérieure chilienne, s'est accrue par la décision de l'Anaconda Company de réclamer l'embargo sur les capitaux et les biens chiliens aux Etats-Unis, sous prétexte d'obtenir le paiement immédiat de traites souscrites par le gouvernement antérieur, lorsque celui-ci racheta 51 % des actions de la compagnie américaine.

Cette pression extérieure coïncide avec une véritable tentative de sabotage économique à l'intérieur.

Le 7 mars, une descente des inspecteurs de la Direction de l'industrie et du commerce (Dirinco) a permis de constater que le patron d'une fabrique de peinture utilisait de l'huile de table comme matière première. Et, alors qu'au moment de la rentrée des classes, les uniformes scolaires manquaient dans plusieurs magasins, on en découvrait plusieurs milliers dissimulés dans les dépôts. De même que, l'année dernière, les propriétaires de fundos brûlaient leurs récoltes et abattaient le bétail, à présent, après la décision prise par le gouvernement de nationaliser immédiatement 91 nouvelles entreprises, les industriels réagissent, avec le soutien de toute la droite.

Contrôle efficace

Mais le gouvernement riposte en frappant, vite et énergiquement, partout où sévit la spéculation. Le ministre de l'Economie Pedro Vuskovic en personne — contre lequel se déchaîne toute la presse de droite — prend quotidiennement la direction des opérations : il visite les boucheries et les marchés, accompagne les inspecteurs de Dirinco dans leurs interventions, se multiplie, apparaît là où on ne l'attendait pas et s'adresse personnellement aux consommateurs et aux commerçants.

Un système de contrôle a été mis en place il y a quelques semaines et a donné des résultats immédiats. Dans chaque quartier, des responsables bénévoles se chargent de recueillir informations, plaintes et suggestions sur le fonctionnement du commerce local. Ils étudient les problèmes, y remédient dans la mesure du possible en avertissant les fraudeurs et, le plus souvent, transmettent les informations à Dirinco, qui intervient officiellement. Cette vaste entreprise a permis de mettre à jour d'énormes stocks de souliers, viande, frigidaires, etc. qui ont été aussitôt mis en vente à des prix officiels. Conséquence : une



Le ministre Pedro Vuskovic.

pluie d'imprécations s'abat sur Vuskovic, accusé par la droite d'être un agent du communisme international.

Une "partie de campagne"

Cependant, dans les derniers jours, le gouvernement a réussi à deux reprises à mettre l'opposition en situation difficile. En premier lieu, il a découvert et immédiatement fait connaître à l'opinion la tenue d'une curieuse « partie de campagne » qui a rassemblé, à une cinquantaine de kilomètres de Santiago, les principales têtes de l'opposition, avec notamment le président du Sénat. La droite, toujours si habile à répliquer, a perdu pied pour une fois.

Il faut dire que la surprise a joué : une volée de journalistes accompagnés de photographes ayant fait irruption au beau milieu de cette réunion privée, le premier réflexe des participants fut de répondre qu'il s'agissait d'une promenade champêtre, dont le seul objectif était de « manger des poulets rôtis et des gâteaux de maïs ». Mais, peu après, on reconnaissait qu'il s'était agi d'une réunion à caractère politique, que le gouvernement n'hésite pas, quant à lui, à qualifier de séditieuse.

D'autre part, à la suite d'un discours d'une rare violence contre le président Allende, le président du Parti national, Sergio Onofre Jarpa, a été traduit en justice sur plainte du ministre de l'Intérieur. Accusé et libéré sous caution, il serait incarcéré si une nouvelle plainte était déposée contre lui, ce qui limite singulièrement sa liberté de manœuvre.

Il ne faut nullement en conclure que le gouvernement entend engager des poursuites pour délit d'opinion. Mais il a voulu visiblement montrer qu'il était conscient des provocations que la droite pourrait organiser à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui va se tenir le mois prochain à Santiago, en présence de 3 000 délégués venus du monde entier.

En réalité, il s'agit là de grandes manœuvres qui cachent un affrontement politique plus profond : l'opposition voudrait, en fait, pousser le président Allende à organiser au plus vite un plébiscite sur le projet de réforme constitutionnelle, auquel s'oppose le gouvernement, car il empêcherait toute nouvelle nationalisation. Démocrates-chrétiens et dirigeants du Parti national, qui se sont groupés en un bloc unique englobant « tous les adversaires du marxisme », pensent que, dans les circonstances présentes, un tel plébiscite se retournerait contre le gouvernement.

Mais celui-ci entend bien choisir lui-même son terrain, et la riposte énergique qu'il développa contre les tentatives de sabotage économique laisse penser qu'il pourrait bientôt l'avoir trouvé.

JACQUELINE SORRET

LA GAUCHE ET LE CHILI

François Mitterrand, Jacques Duclos, Robert Buron, Albert Detraz, de la C.f.d.t., Christiane Gilles, de la C.g.t., et de nombreuses autres personnalités participeront lundi soir à 20 h 30, à la Mutualité, au premier grand meeting organisé par la gauche française pour soutenir l'Unité populaire chilienne. L'un des dirigeants de l'U.p. viendra spécialement de Santiago pour expliquer au public français comment la gauche chilienne, groupée autour du président Allende, entend faire face à la contre-offensive du dollar.

Les jusqu'auboutistes mobilisent

De notre envoyé spécial

« Allo, police ? Faites évacuer Church Street. Une bombe explosera dans dix minutes. »

Il est midi, ce lundi 20 mars, à Belfast. L'heure des achats, des sorties de bureaux. La foule, dense, fuit Church Street et se précipite dans une rue adjacente, Donegall Street. Et c'est là que l'explosion se produit : une bombe de 50 kilos dans un camion garé devant « The Newsletter », gazette protestante du pasteur Paisley. La déflagration souffle tout, camion, boutiques, passants : six morts, près de 150 blessés, plusieurs horriblement mutilés. Beaucoup d'ouvrières, des enfants. Une écœurante boucherie. Et, mercredi encore, de nouvelles explosions dont celle qui fait plusieurs dizaines de blessés autour de la gare de Belfast et souffle l'édifice. Mais, vraisemblablement, pas les dernières bombes...

Car cet acte terroriste ignoble s'inscrit dans l'escalade de la violence. Le retour en force, en Irlande du Nord, des extrémistes protestants, fait partie de cette logique tragique.

Depuis novembre dernier, la majorité protestante en Ulster vit sur la défensive. C'est à cette époque que Harold Wilson a le courage politique d'envisager publiquement l'éventualité, à long terme, de l'unification de l'Irlande : du coup, les protestants sentent qu'ils ont perdu le soutien d'une majorité de la population de la métropole. Le vent change, pour eux, et ils redoutent d'être « bradés » par Londres.

Jusqu'alors, l'armée britannique a « contrôlé » la minorité catholique : les milices protestantes — unionistes, orangistes ou loyalistes, selon les clans qui se partagent les suffrages protestants — n'ont pas eu à se manifester officiellement. Elles sont demeurées dans l'ombre. Dès lors que Londres leur semble prêt à imposer une solution politique — qui ne peut qu'aller à l'encontre de leurs prérogatives — et que la menace se précise de voir l'armée anglaise lâcher pied en Ulster, ces milices se reconstituent, se réarment et passent à l'action directe. La formation paramilitaire illégale « Ulster Volunteer Force », que l'on croyait il y a un mois encore totalement démantelée, vient d'annoncer qu'elle « tuerait dix catholiques, dont deux prêtres, pour tout policier ou tout garde protestant assassiné ».

Nervis en bleu

Après une série de rassemblements martiaux dans les petites villes de l'Ulster, l'ancien ministre de l'Intérieur, William Craig, mobilise le 18 mars à Belfast, avec l'appui des « loges » orangistes et des syndicats protestants les plus sectaires, 50 000 « Ulster Vanguard ». Ces nervis, vêtus de bleu, armés de matraques et organisés en escouades, ont reçu pour première consigne de « dresser la liste des personnalités à assassiner en priorité ». Dans les quartiers protestants de Belfast, les réseaux de « vigiles » se reconstituent ; les clubs de tir ne désemplissent pas ; la police, infiltrée par des partisans de Paisley, n'est même plus sûre.

Cette mobilisation, qui prélude à un affrontement d'envergure, jouera contre les militants de l'Ira, mais aussi, si besoin est, contre les soldats britanniques. Les leaders extrémistes protestants se disputent le douteux honneur de diriger la nouvelle O.a.s. qui sévit déjà : Craig et son éminence grise, le pasteur orangiste Smith, ou bien Paisley et son « Machiavel », Desmond Boal (député au Parlement de Belfast) — ou encore, et peut-être surtout, Billy Hull, dirigeant syndicaliste ultra-réactionnaire, personnage-clé de la situation.

Mais Brian Faulkner ? Le Premier ministre unioniste est, pour la minorité, trop compromis avec les extrémistes protestants, et jugé trop « mou » par ces derniers. Réduit à l'immobilisme politique total, il se contente de durer. Mais ses jours sont comptés.

Car le sentiment général à Belfast est qu'il n'y a plus de place pour le statu quo ni pour les demi-mesures. Mais il

U.r.s.s.

Brejnev a fait ses comptes

Le fait que Leonid Brejnev ait déclaré, devant le congrès des syndicats soviétiques, que le Marché commun faisait partie de « la situation réelle en Europe occidentale » ne constitue sans doute pas un tournant aussi décisif qu'on a voulu le prétendre. S'il est exact que jamais un dirigeant soviétique n'avait parlé en termes aussi compréhensifs de la C.e.e., le contexte de la phrase qui a fait les titres de nombreux commentaires la replace dans la continuité de la politique suivie par l'U.r.s.s. depuis plusieurs années. Politique qui a pour objectif la consolidation d'un ensemble est-européen miné par les revendications et les contradictions.

« Bien entendu, a dit Brejnev, nos rapports avec les adhérents de ce groupement (le Marché commun) dépendront de la mesure dans laquelle ils reconnaîtront, de leur côté, des réalités qui existent dans la partie socialiste de l'Europe, notamment les intérêts des pays adhérents au Conseil d'entraide économique (le Comecon). »

Cette phrase ne peut être séparée de la première. D'abord, parce qu'elle s'adresse non pas au Marché commun considéré comme un ensemble, mais aux nations qui y adhèrent. Ensuite, parce qu'elle confirme une préoccupation constante de l'Union soviétique : faire reconnaître l'état de fait créé au lendemain de la seconde guerre mondiale. C'est-à-dire le caractère irréversible de la prise du pouvoir par les communistes dans chaque pays de l'Europe de l'Est et des liens existant entre ces pays sur des bases que l'intervention en Tchécoslovaquie a rendues claires.

Brejnev a, d'ailleurs, mis les points sur les i en traitant des relations soviéto-allemandes : les frontières acquises par la guerre ne constituent « pas un objet de discussion, ni maintenant ni à l'avenir » ; il doit être tenu « entièrement compte de la situation de la R.d.a. en tant que pays socialiste, souverain et indépendant ». Rien de nouveau à ce sujet, on le voit. Le leader soviétique a tendu une carotte dans le but d'entraîner sur un chemin désigné depuis des années.

Le réalisme conduit seulement Brejnev à modérer ses expressions à l'égard du Marché commun, qui n'est plus dénoncé comme une machine de guerre de l'impérialisme américain. Si tant est qu'il l'ait jamais été, l'évolution des dix dernières années ne peut que ré-



Après l'explosion du camion piégé dans Donegall Street, lundi, à Belfast.

ne peut y avoir non plus de réformes authentiques — en raison de la menace d'une riposte sanglante des ultras protestants. L'étau, implacablement, se resserre. Chaque journée qui passe, chaque attentat, rétrécit d'autant la marge de manœuvre politique.

Dans le débat d'urgence qu'il avait réclamé aux Communes sur le problème irlandais, Wilson — qui avait rencontré à Dublin les responsables politiques de l'Ira et leur avait prôné la modération — a pu à bon droit reprocher au gouvernement Heath ses atermoiements dans la présentation d'un « plan de paix ». Ce plan devient, à chaque instant un peu plus, un futur plan de guerre. Certes, l'armée britannique en Irlande du Nord a reconnu ne plus être en mesure d'éliminer complètement les activistes de l'Ira, mais tout se passe comme si Londres croyait encore aux mérites de la « politique du dernier quart d'heure ».

Pour les Tories, l'Ulster est et doit rester britannique, et ils font leur la thèse des Unionistes selon laquelle la situation est bloquée... par le retrait du Parlement de Belfast des six députés du Parti travailliste social-démocrate d'opposition. Or ceux-ci, bien que les récents événements, notamment le massacre de 13 manifestants à Derry par l'armée britannique (**voir « l'Unité » n° 2**), aient entraîné un raidissement de leur attitude, se bornent à traduire les revendications les plus légitimes de leurs mandants en faveur de réformes effectives et se prononcent pour une solution pacifique du conflit. A ce titre, ils devraient être les interlocuteurs privilégiés du gouvernement britannique, mais celui-ci ne peut leur donner satisfaction sans s'aliéner les extrémistes protestants. « Il faut désarmer les Loyalistes et les empêcher de nuire, sans quoi nous allons vers un bain de sang général », m'a-t-on dit au siège du S.d.l.p., à Belfast.

De son côté, une « source diplomatique britannique » en Ulster m'a assuré il y a un mois que, faute de trouver une issue politique à la crise, Londres était prêt à intervenir militairement, pour imposer ses propres solutions, contre les extrémistes, tant républicains que « loyalistes ». Mais, depuis lors, la situation n'a cessé de se dégrader, et Londres n'est toujours pas intervenu. Edward Heath recule au maximum les échéances : la note finale n'en sera que plus élevée. Au prix du sang et de la terreur.

JEAN-CLAUDE RIEU

conforter les Soviétiques. La politique gaulliste a orienté la Communauté européenne vers le renouveau des nationalistes. Et l'élargissement du Marché commun ne peut que renforcer cette tendance. Les Soviétiques ont pu craindre, avec l'adhésion britannique, l'entrée d'une cinquième colonne américaine dans l'ensemble issu du traité de Rome. A la réflexion, ils se sont persuadés que cet inconvénient pesait peu, en face de l'avantage que représentait l'arrivée d'une puissance jalouse de son originalité et respectueuse de son passé.

L'autre élément de réflexion pour les dirigeants soviétiques, c'est, à l'évidence, la situation propre aux pays de l'Est européen. La tentation y est grande de collaborer avec les pays membres du Marché commun encore plus qu'actuellement. Voie séduisante qu'il vaudrait mieux prendre unis plutôt qu'en ordre dispersé.

Enfin, restent deux problèmes concrets, qui vont également dans le sens de la consolidation de l'Est européen : la question allemande et celle de la conférence européenne de sécurité. Brejnev vient de voler au secours de Willy Brandt, qui éprouve depuis quelques semaines des difficultés réelles dans la préparation du débat de ratification des traités avec l'U.r.s.s. et la Pologne. Il donne, par ailleurs, une dimension nouvelle au projet de conférence européenne, en soulignant l'intérêt pour tous d'une confrontation globale, c'est-à-dire dépassant le cadre militaire, pour y intégrer l'économie.

Derrière ces préoccupations, apparaît alors le fond de la politique soviétique depuis dix ans. La détente vers l'ouest qui la caractérise, au-delà de péripéties apparemment contradictoires, est, en effet, devenue une nécessité du jour où les Soviétiques se sont bien convaincus de l'importance du fossé qui les sépare des communistes chinois. Pas plus diplomatiquement que militairement, l'U.r.s.s. n'est décidée à envisager la lutte sur deux fronts. Avec la mentalité propre aux nations continentales, elle cherche à éviter l'encerclement et Brejnev use, dans sa diplomatie, d'une méthode identique à celle qui conduisit Joseph Staline à rester en paix avec le Japon, de 1941 à 1945.

Après la rencontre Nixon-Mao, l'U.r.s.s. se devait de prendre de nouvelles initiatives pour se garder à la fois à l'est et à l'ouest. Brejnev vient d'en payer le prix. C'est bien pourquoi ce qu'il vient de dire sur le Marché commun est moins un changement d'attitude qu'une démonstration de continuité dans l'application d'une politique.

CLAUDE FUZIER

La chine interdite

Ils sont 400 000 en France. On les appelle Gitans, Roms ou Manouches. Ils vivent petitement, en faisant la « chine », c'est-à-dire la vente au porte-à-porte. Ou ils sont étameurs, chaudronniers, rempailleurs de chaises. Ils vendent de la dentelle, du linge de maison, des tapis, des tableaux. Parfois, ils s'installent sur les marchés pour vendre des chaussures, des vêtements. Mais le marché n'est qu'un pis-aller, une défaite. Leur vie, le voyage, s'articule autour de la « chine », du colportage. Pigeons voyageurs, nés sur la route et sachant qu'ils mourront sur la route, ils revivent sans cesse la tradition : partir, c'est profiter de la nature, faire du feu, ne pas avoir d'horaire, souvent même pas un itinéraire. C'est faire de la musique, vendre ou faire du troc pour manger. Pour eux, la sédentarisation signifie la prison, l'hôpital, la mort.

Les Tsiganes sont arrivés en France au XVe siècle. Partis de l'Inde au Xe siècle, ils ont traversé l'Asie mineure, puis l'Europe. Leur longue migration a marqué leur langue, qui a emprunté à chaque pays un certain nombre de mots. Leur longue fuite n'allait pas connaître de fin.

La France du début du XVe siècle, ravagée par la peste, dévastée par la guerre, est parcourue de bandes armées, de vagabonds que l'on appelait « oiseux, gueux, coquins, truands, bêlitres, coquillards, tricoteurs ». La France avait faim. La répression allait s'abattre sur ces bandes. Les Tsiganes n'y échappèrent pas.



Ils furent d'abord expulsés du royaume, puis condamnés à la roue. Leur seule chance de survie fut le nomadisme, la fuite, la route. Les groupes allaient se scinder, se réduisant peu à peu à une famille, partir et repartir pour ne pas attirer l'attention, apprendre les métiers pouvant être pratiqués dans de telles conditions : la vannerie, la chaudronnerie et la vente, le troc, l'échange, la « bonne aventure ». En dernier recours, la mendicité.

Mythologie raciste

Rejetés par la société, ils allaient bâtir une contre-culture. A la base, le voyage, le clan. Le voyage, c'est non seulement retrouver la nature, la liberté, mais c'est aussi une façon de se retrouver, de vivre ensemble. L'hiver, la saison maudite, est le moment où ils se regroupent en bordure des grandes villes. Là, ils trouveront un débouché à leurs activités professionnelles; leurs enfants « connaî-

Une bataille incisive

Pour l'Organisation mondiale de la Santé, la carie dentaire est le troisième fléau mondial, après les maladies de cœur et le cancer. Les Français ne semblent pas être traumatisés par cet avertissement : 10 % seulement d'entre eux se lavent régulièrement les dents. Alors que les Suédois consomment 270 grammes de dentifrice par an et par personne, nous n'en consommons que 160 grammes. Ce qui laisse espérer aux fabricants de belles ventes en perspective. Si le marché français connaît la même évolution que les marchés suédois ou américain, les bénéfices à venir ne seront pas minces.C'est dire l'enjeu de la bataille que se livrent, à l'heure actuelle, les différentes marques : pour lancer un nouveau dentifrice, l'Elgydium, quatre millions et demi de francs viennent d'être dépensés.

Mais à quoi servent les dentifrices ? « 50 millions de consommateurs », la revue de l'Institut national de la consommation, publie, dans son numéro d'avril, un article « Les dentifrices et leurs mystères » où l'on apprend — entre autres — qu'un « dentifrice commercial ordinaire n'est qu'un adjuvant qui facilite le brossage et, dans bien des cas, un peu d'eau ferait le même effet que toutes ces pâtes « indispensables ». L'essentiel est de se laver les dents ».

L'utilisation publicitaire de l'inquiétude ou de l'ignorance des consommateurs dépasse parfois les bornes. Le dentifrice Signal, par exemple, a bâti sa publicité sur ses rayures rouges, qui contenaient de l'hexachlorophène. Or, des études faites aux U.s.a. auraient démontré que l'hexachlorophène est nocif : lésions nerveuses chez les rats et les singes, enfants accidentés, etc.

Questionnée, la firme Gibbs, qui produit Signal, répond que le taux de concentration d'hexachlorophène de son dentifrice est inférieur au tiers du seuil de concentration considéré comme alarmant et que, de surcroît, il n'y a plus d'hexachlorophène dans ses rayures rouges.

Durant des années, des rayures rouges à l'hexachlorophène, placardées sur les murs, ont « protégé nos dents ». Un jour, la firme a modifié, sans rien dire, son produit : mais les rayures sont restées, rappel d'une ancienne publicité. Rayures qui aujourd'hui contiennent un « puissant bactéricide concentré.» Après cela, il est difficile de dire que commerce rime avec honnêteté.



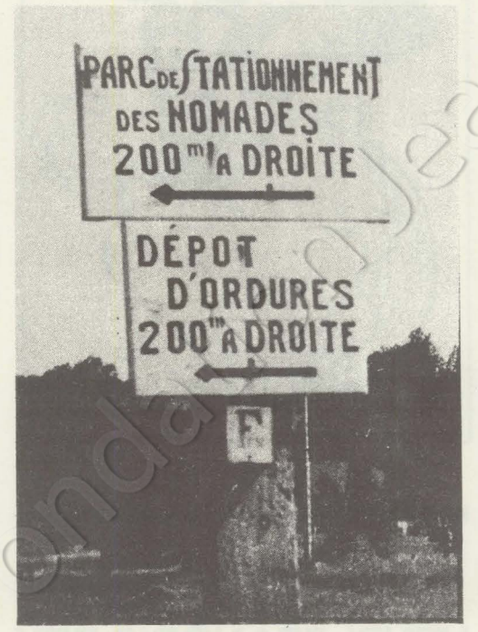
tront » l'école. Mais, dès le mois d'avril, nous — c'est-à-dire les « Gadge » — les verrons repartir.

Notre société qui les rejette lors de leur arrivée, au XVe siècle, n'a pas pu, depuis, les accepter. La différence était trop grande et nous avons eu peur. Les interdictions de stationner, les portes qui se ferment ne sont que le reflet de notre peur, de notre hostilité. Pour le Français moyen du début du siècle, les Tsiganes étaient des pillards, des voleurs, vivant d'aumônes, rançonnant les populations.

Nos chiens et nos gendarmes

Pourtant, de nombreuses enquêtes ont prouvé leur caractère inoffensif : en 18 mois, les services de la gendarmerie ont relevé, après une surveillance attentive de 35 000 d'entre eux, 486 délits relatifs au stationnement, 19 outrages à agents, 10 dégradations diverses et 3 vols, dont un avec effraction. Dans une société où la délinquance s'accroît chaque jour, il est difficile de penser que la crainte qu'inspirent les Tsiganes est donc le reflet d'une réalité. Il s'agit d'une mythologie raciste, basée sur la peur et sur le dépit. Dépit, car les Tsiganes font tout ce que notre société nous empêche de faire. Et les poètes se sont emparés des thèmes gitans, du voyage, du sens de l'accueil, de la liberté et de la magie. Hippies avant l'heure, refusant tout ce qui nous caractérise, la propriété, la sécurité, le confort, ils sont devenus symbole de liberté, mais un symbole inquiétant qu'il nous a fallu, pour continuer à vivre, exclure.

Les Nazis ont poussé ce rejet à sa limite : 400 000 Tsiganes furent exterminés. Après avoir fermé les portes de nos villes et de nos maisons, lâché nos chiens, puis nos gendarmes, notre société a mis



au point une manière plus élégante de les éliminer : la sédentarisation.

Sédentarisation signifie intégration, dispersion et anéantissement. Et le Pouvoir semble décidé à aller jusqu'au bout : « L'étranger, voilà l'ennemi. »

Le 2 octobre 1971, une proposition de loi a été adoptée par l'Assemblée nationale. Le Sénat doit encore se prononcer sur ce texte qui, dans le but de protéger le consommateur, réglemente la vente à domicile et la « démarche ».

Qu'il soit nécessaire que le consommateur soit protégé, nul n'en doute. Le tribunal correctionnel de Lyon vient, en condamnant à 2 mois de prison avec sursis et à 5 000 F d'amende le gérant d'une société, de le prouver. L'affaire est classique : en 1969, dans plusieurs quartiers de Lyon, des démarcheurs, se présentant comme assistantes sociales mandatées par la Caisse d'Allocations familiales, visitaient les familles populaires, sous prétexte d'une enquête sur les problèmes de santé des enfants. Les « assistantes sociales », en fait, tentaient de placer des encyclopédies médicales.

Le procédé est connu. Ménagère « séduite » par un appareil ménager, couple âgé confondant anciens et nouveaux francs, etc. Une loi réglementant le démarchage est donc utile. Mais il est regrettable que certaines dispositions du projet rendent, en fait, impossible la pratique du porte-à-porte pour la majorité des Tsiganes. Il ne s'agit plus d'une simple réglementation, mais d'une interdiction de la chine ; désormais, il faudra, pour pratiquer la vente à domicile : avoir un domicile ; rédiger un contrat écrit (76 % des Tsiganes ne savent pas écrire) ; enfin, laisser à l'acheteur un délai d'une semaine, le vendeur devant revenir sur les lieux pour percevoir le prix de la marchandise. Or il est rare que les municipalités tolèrent plus de 48 heures le stationnement des nomades.

Mort des Manouches

Si le texte qui est en discussion ne tient pas compte des particularités des « voyageurs », il aura pour conséquence de supprimer leur gagne-pain. Or ce sont, parmi les Tsiganes, les mieux adaptés : 57 % des sédentaires sont pauvres ou très pauvres, (contre 12 % de voyageurs) ; 81 % des voyageurs vivent au jour le jour ou sont aisés (contre 43 % de sédentaires) (1). L'interdiction du porte-à-porte risque donc d'entraver irréversiblement l'évolution du groupe tsigane pratiquant ce commerce, les Manouches.

Forme moderne du rejet, la sédentarisation, instituée par une loi de janvier 1969, est un sérieux danger pour la culture tsigane. Car s'il faut des siècles pour bâtir une culture, l'Histoire nous a montré qu'il fallait peu d'années pour la détruire. Si les Manouches ne pouvaient plus vivre de la « chine », s'ils étaient contraints de se sédentariser, que deviendraient-ils ? De bons ouvriers ? Certainement pas. Plus sûrement, des sous-prolétaires en état d'infraction permanente.

A.V.

(1) Voir l'ouvrage d'Edith Falque « Voyage et tradition » (Payot).

Mort d'une planète

De plus en plus, le vrai combat révolutionnaire passe et passera par la lutte pour la qualité de la vie, par l'instauration de rapports neufs entre les êtres, par une conscience précise de l'environnement et du milieu.

Un récent rapport de futurologues américains intitulé : « The Limits of the growth », qui vient d'être publié, fait un bilan proprement terrifiant de l'état actuel de la planète, c'est-à-dire de son délabrement, et prévoit pour 2 100 la fin du monde.

Certes, ce ne serait pas l'Apocalypse tant redoutée de l'an 1 000. Il ne s'agirait point d'explosion, d'éclatement, de la main vengeresse de Dieu sur son peuple infidèle, mais, plus atrocement, de la lente agonie de l'espèce humaine. D'un gigantesque suicide, d'une dérision totale : l'homme, à force d'imprévoyance, d'égoïsme et de stupidité, se détruisant lui-même.

Ce rapport, sérieux et documenté, ne fait que des prévisions, et non des prédictions. Les futurologues ne sont pas des prophètes. Ils émettent des hypothèses, à partir de données mesurables. Et ces données sont terrifiantes.

Elles concernent tout d'abord, bien entendu, la pollution de l'environnement. Il n'est plus douteux qu'actuellement, nous avons dépassé le seuil d'alerte de la pollution, et ceci dans les cinq parties du monde. Pollution d'origine industrielle d'abord : fumées, produits chimiques, etc. Résultat de ce mythe absurde, incontrôlé, paranoïaque : la productivité. La productivité à tout prix. Maladie des sociétés industrielles, à quelque régime qu'elles appartiennent.

Pollution de l'œil

Océans, mers, rivières, lacs sont en train de mourir ou sont déjà morts. Remercions bien fort les technocrates de tout bord et de tout poil qui, jusqu'à présent, n'ont réussi à rationaliser que leur propre bêtise.

Pollution industrielle, mais aussi pollution de l'alimentation, due au truquage constant des aliments les plus simples. Pollution par le plomb, en particulier.



PAR
HENRI-FRANÇOIS REY

Et j'ajouterai, parce qu'il le faut, pollution de l'œil par l'énorme fatras urbain que l'on fabrique tous les jours et qui amène aussi l'homme à la mort. Pollution mentale, martelage des foules. Pollution cosmique.

Données terrifiantes, et qui concernent, en second lieu, la surnatalité et la surpopulation. « Dans les pays sous-développés, ricaneront les imbéciles. Donc, ça ne nous concerne pas. » Justement si, car le poids de quelques milliards de misérables sous-alimentés, qui crèvent lentement pendant que nous nous empiffrons, finira par peser très lourd sur le destin de tous.

Nous en sommes à ce point, et il faut sans cesse le rappeler, où, chaque fois que nous autres, citoyens des sociétés industrielles, nous nous enrichissons, les parias du Tiers monde s'appauvrissent d'autant. Nous en sommes à ce point, et il est essentiel de le souligner, où la classe ouvrière des sociétés riches exploite, objectivement, les misérables du Tiers monde. De quoi réviser bien des notions marxistes orthodoxes. A cet égard, voir la condition, en France par exemple, des émigrés et leurs rapports avec la classe ouvrière nationale.

Troisième donnée du rapport : l'appauvrissement constant des sols, la mort du sol, même, pourrait-on dire. Et,là encore, toujours la même cause, le profit, le rendement, la productivité. Des surfaces immenses sont dévitalisées, faute de prévision, faute d'argent pour la recherche. Toute une politique de revitalisation des sols devrait être immédiatement entreprise à l'échelle de la planète, mais il est douteux qu'elle le soit.

Sauvés!

Et, finalement, à la lecture de ce rapport, on se surprend, honteux, à devenir malthusien. Certes, Malthus, lorsqu'il élabora sa théorie, obéissait à une conscience de classe. Ça nous rassure, ce n'est pas notre cas, bien sûr. Mais, malheureusement, les futurologues, s'ils sont malthusiens, ne le sont qu'à cause de faits mesurables et comptables.

Je ne saurais trop conseiller la lecture de ce rapport ou de tout autre livre sérieux ayant trait à la pollution, à l'environnement, aux méthodes de l'agrobiologie, aux phénomènes inquiétants de la surpopulation. On y puisera, bien sûr, des raisons de désespérer, mais aussi des raisons de combattre et d'accélérer le combat, car il reste peu de temps.

Il est vrai qu'en France, par aveuglement, mauvaise foi et bêtise, on se refuse obstinément à prendre ces problèmes au sérieux. Sans doute nous croyons-nous, une fois encore, plus malins que les Scandinaves, les Américains ou les Anglais.

Toujours en retard d'une guerre, bien entendu. Il est vrai que nous avons Robert Poujade au ministère de l'Environnement. Alors, nous sommes sauvés.

La torture, déraison d'Etat

A l'heure où le général Massu fait froidement l'apologie des sévices guerriers, il est bon que l'historien Pierre Vidal-Naquet publie « La torture dans la République » (Editions de Minuit, 15 F) dont nous publions ici quelques extraits.

D'abord, parce que ce livre constitue un document sur l'aveuglement, le misérable machiavélisme ou la lâcheté de bien des gouvernants et bien des institutions qui ont permis la torture en Algérie sous les IVe et Ve Républiques, en même temps que la prolongation de la guerre. Ensuite, parce qu'il montre le lien rattachant la torture et le « contre-terrorisme » aux complots. Sans parler de l'analyse pénétrante que fait Vidal-Naquet du comportement d'une opinion publique empressée à choisir, sur ces pratiques, la méthode de l'amnésie délibérée.

Un ouvrage historique de plus sur la guerre d'Algérie ? Pas seulement : il démontre pourquoi la torture est un risque permanent, lorsqu'elle devient une quasi-institution. Et comment, sous prétexte de « raison d'Etat », une nation tombe aisément dans l'état de déraison.



Pierre Vidal-Naquet.

C'est d'une torture d'Etat qu'il s'agit dans ce livre, d'une torture d'Etat développé. (...)

La torture telle que je la définis ici, torture d'Etat, n'est pas autre chose que la forme la plus directe, la plus immédiate de la domination de l'homme sur l'homme, ce qui est l'essence même du politique. Le tortionnaire reconnaît dans sa victime un homme puisqu'il entend l'obliger à parler, mais la parole de la victime ne doit être que ce qu'attend le bourreau. Celui-ci ne demande à la victime de parler que pour lui confisquer cette parole. Dans ces conditions, le renseignement dont il sera, par force, à chaque instant question dans ces pages, n'est qu'un aspect de la politique de la torture.

Les hommes de la Gestapo torturaient les résistants pour compléter les organigrammes des réseaux qu'ils voulaient détruire, et les paras d'Alger torturaient les militants — ou présumés tels — du F.l.n. pour contraindre à indiquer l'emplacement des bombes ; mais ce type d'explication ne vaut rien quand on évoque ces S.s. qui torturaient des Juifs pour leur faire dire qu'ils étaient de sales Juifs, ces officiers français qui torturaient des Algériens pour leur faire crier Vive la France !, ou les policiers soviétiques torturant les militants du Parti communiste pour leur faire avouer des crimes dont ils savaient mieux que personne qu'ils étaient entièrement imaginaires. Par son « aveu », la victime fait beaucoup plus que donner un « renseignement », elle reconnaît son bourreau comme maître et possesseur de sa parole, c'est-à-dire de son humanité. (...)

Rien, en Histoire, n'est jamais fatal ; il est toujours possible que des hommes, même chargés d'une tâche répressive, fassent preuve d'imagination. Simplement, les réactions les plus faciles, les plus élémentaires, les plus répétitives sont presque toujours aussi les plus vraisemblables. Dans ces conditions, il n'est pas difficile d'imaginer où et comment un processus semblable à celui que nous avons analysé pourrait se dérouler en France.

« L'autre », c'est-à-dire celui qui demain est susceptible de se révolter sans que sa révolte soit comprise, n'est pas loin : non seulement le Tiers monde, suivant le mot d'Alain Geismar, commence en banlieue, mais il n'est même pas besoin, pour être « l'autre », d'appartenir au Tiers monde. Il peut suffire d'être en prison — ou d'être jeune. (...)

Toute société qui se sent menacée par une dissidence — et notre société est dans ce cas — peut donc parfaitement, aujourd'hui ou demain, tolérer l'utilisation sporadique ou systématique de la torture. Une réflexion historique qui s'en tiendrait à ces constatations serait cependant exceptionnellement pauvre ; en particulier, elle ne tiendrait aucun compte de ce phénomène gigantesque qui s'est lui aussi déroulé sous nos yeux et qu'on résume, un peu improprement, sous le nom de stalinisme.

Ce n'est pas seulement une certaine conception de la conservation sociale qui peut conduire l'Etat à devenir un Etat tortionnaire. C'est aussi une certaine conception de la révolution sociale. Le problème dépasse en effet infiniment celui, classique, des victimes devenant bourreaux parce que transformées de gibiers en gardiens de l'ordre (la France contemporaine, l'Algérie indépendante, Israël offrent, à volonté, des exemples de cette mutation). Il serait rassurant — mais il est faux — d'identifier ainsi torture et conservation sociale, celle-ci étant définie à volonté comme archaïque ou nouvellement installée. Quiconque a, si peu que ce soit, réfléchi sur les origines du stalinisme sait qu'il n'en est pas ainsi. (...)

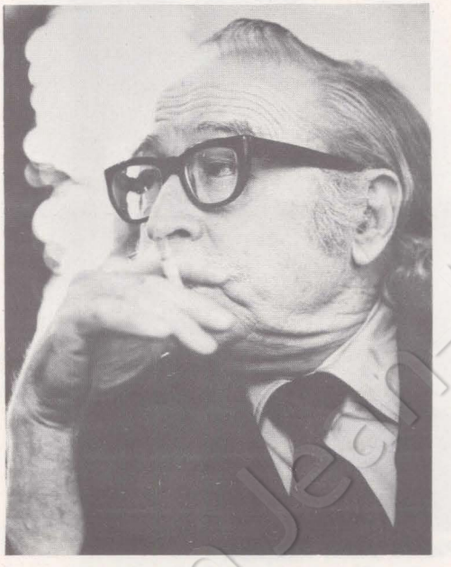
On pourrait peut-être proposer l'axiome suivant : toute conception apocalyptique de la Révolution, c'est-à-dire toute conception (de type en réalité millénariste) qui pose en principe qu'à un Etat souverainement mauvais a succédé ou succédera brusquement un Etat souverainement bon, que ce soit après l'« éclair de juillet » dont parlait Michelet ou après l'insurrection du prolétariat de Pétrograd ou après la « Grande Révolution culturelle prolétarienne », toute conception bâtie sur ce modèle est de nature à favoriser la naissance d'un Etat tortionnaire dans un contexte différent mais avec des résultats assez voisins de ceux qu'a connus l'Algérie française. La « société sans classe » est un concept qui peut apparaître légitimement comme l'horizon de l'Histoire, mais, dès lors que ce concept se transforme en mythe, mythe de la « fin de l'Histoire », ou, disent d'autres, de la « fin de la préhistoire », il engendre toutes les conséquences qu'ont les mythes utopiques quand leurs porteurs parviennent au pouvoir.

Il en résulte qu'un groupe révolutionnaire qui ne placerait pas comme élément premier de sa réflexion la possibilité d'être contesté, voire remplacé par le jeu même de la contestation, est susceptible demain d'être le noyau d'un Etat répressif. »

Un tendre plaidoyer pour l'homme

« Nous lisons dans la presse que 40 000 Américains sont morts au Vietnam. Voici une équation : 40 000 jeunes hommes morts = 3 000 tonnes de chair et d'os, 55 kilos de matière cérébrale, 19 000 litres de sang, 1 840 000 années qui ne seront jamais vécues, 100 000 enfants qui ne naîtront jamais... Que dire de nos 300 000 blessés ? Sait-on ce qu'ils ressentent ? Combien ils ont perdu au total de bras, de jambes, d'oreilles, de nez, de bouches, de visages, de pénis ? Combien sont sourds, muets, aveugles, ou les trois à la fois ? Combien ont été amputés de trois ou quatre membres ? Combien végètent jusqu'à leur dernier souffle dans de petites chambres obscures et secrètes ? »

Ainsi parle Dalton Trumbo dans la préface qu'il a donnée en 1970 à son « Johnny s'en va-t-en guerre » (Denoël). Ce roman parut en 1939, le 3 septembre exactement. Ce qui s'appelle tomber en situation ! Sa réédition et le film (1) que Trumbo en a tiré lui-même (Grand prix du jury au festival de Cannes, l'an dernier) ne tombent pas moins en situation dans une Amérique malade du Vietnam.



Le romancier-cinéaste Dalton Trumbo.

Entre-temps le roman et son auteur ont connu tous les malheurs qu'appellent les vérités chaque fois qu'elles ne sont pas bonnes à dire : interdictions successives, et prison pour Trumbo, qui fut une des principales victimes du maccarthysme.

Joe, le héros, « héros » à vingt ans de la guerre de 14, est le blessé de guerre exemplaire, le cas limite : plus de bras, plus de jambes, plus de bouche, plus d'oreilles, plus de nez, plus d'yeux. Rien qu'un tronc avec un tube pour respirer et un autre qui sert à le nourrir. Et tout le livre n'est rien d'autre que le long, l'interminable monologue intérieur de ce mort-vivant de vingt ans égrenant ses souvenirs (si proches !) d'enfant et d'adolescent, confrontant l'avenir que ces souvenirs semblaient lui promettre à son horrible présent d'objet, de chose affligée d'une conscience.

Plutôt qu'Hemingway

Ne dirait-on pas l'invention d'un de nos littérateurs de la dernière cuvée qui se sont voués à peindre l'incommunicabilité ? Seulement, ici, c'est l'incommunicabilité totale, sans relâche possible, sans remède jamais : le silence pour toujours et, sous ce silence, la conscience qui va, qui marche, qui « en veut », qui se fracasse à tout instant contre le mur. L'incommunicabilité vraie : celle de combien de petits G.i. pareillement morts-vivants « dans de petites chambres obscures et secrètes ».

Encore Joe a-t-il un ultime espoir : ayant, enfant, appris le morse, il essaye de communiquer, de prendre le monde à témoin, en morse, à coups de tête sur l'oreiller, sa tête fracassée, mais encore mobile. Mais ce message, y a-t-il quelqu'un pour le capter ? Jamais Joe ne saura s'il a été entendu.

Effrayant sujet, devant lequel on comprend que plus d'un lecteur recule. Or il faut, il faut absolument vaincre cette appréhension : non seulement « Johnny s'en va-t-en guerre » est l'un des plus grands livres jamais écrits contre la guerre, mais c'est aussi l'un des plus beaux, des plus tendres plaidoyers pour l'homme. Le grand livre tout fort et tout simple après lequel le grand esbroufeur d'Hemingway a couru sa vie durant, je me demande si le modeste Trumbo ne l'a pas écrit de premier jet. En tout cas, les vrais Mémoires d'outre-tombe, le vrai Voyage au bout de la nuit, c'est Trumbo qui nous les donne. Au sens fort, au sens littéral.

GEORGES CONCHON

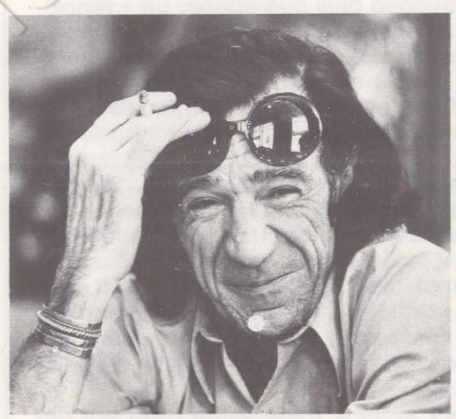
(1) Voir le n° 7 de « l'Unité ».

L'insolite radio-roman

Une sorte de salle de brasserie, et des consommateurs autour de multiples tables rondes. Mais, au centre de chaque table, un micro. Dans le studio de « Carré Bleu », à Europe 1, Henri-François Rey vient de mener une expérience originale : le « radio-roman » improvisé, avec participation du public.

Sur le thème des rapports père-fils, « Le barbare » s'est déroulé ainsi pendant deux mois et s'achève ce vendredi, en plein succès. Cinq jours par semaine, le romancier tendre et virulent chroniqueur de « l'Unité » s'est livré à une véritable improvisation, suivie d'une conversation avec son auditoire, et de débats avec des éducateurs, des sociologues, des médecins et, bien sûr, plusieurs groupes de lycéens.

Des radio-reporters ont interrogé en outre, dans la rue, des hommes, des femmes et des adolescents, qui, eux-mêmes, auraient pu se trouver dans la situation des principaux personnages de l'histoire. « Mais je n'ai pas voulu abuser de la formule, précise Rey, et tomber dans la psychanalyse ou dans la confession. »



Henri-François Rey pendant l'émission.

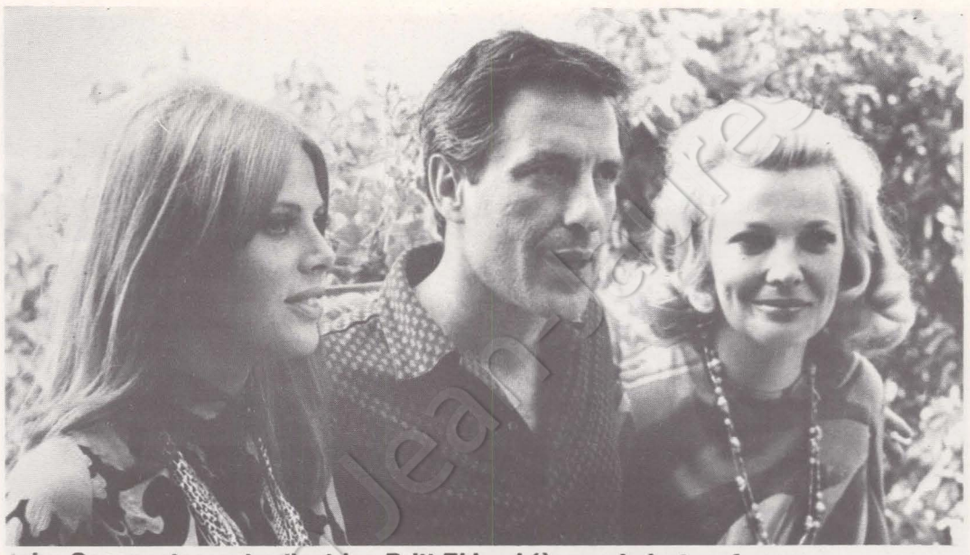
Des auditeurs ont protesté : « Vous démystifiez la littérature en la transportant dans la rue ! » Et si c'était tant mieux ? Rey, de toute façon, éditera « Le barbare » en librairie, dès juin. En attendant, la saison prochaine, une autre formule radio.

HENRI-P. MARC

La révolte de l'homme-objet

Dans la guerre des sexes, la hache ne semble pas enterrée outre-Atlantique. Les sociologues ont beau affirmer que les Etats-Unis ne sont pas — ou plus — la terre de matriarcat qu'on a voulu dire, l'obstination des auteurs américains à en parler doit bien signifier quelque chose.

« Ce plaisir qu'on dit charnel », de Mike Nichols, déjà auteur du « Lauréat », est la sarcastique description d'une double dégringolade affective et sexuelle — de la fin de l'adolescence jusqu'aux abords de la quarantaine. La façon dont Jonathan et Sandy s'efforcent, sans joie, de s'enfermer dans la solitude à deux du couple et se font dévorer par leurs mantes religieuses prête à rire, ou à pleurer, peu importe. Mais comment ne pas se demander s'il n'existe pas, à côté de la fameuse « femme-objet », une race d'hommes-objets ?



John Cassavetes entre l'actrice Britt Eklund (à gauche) et sa femme.

Anti-conjugal

Ce sont les frères des personnages de Nichols et Jules Pfeiffer que l'on retrouve dans « Husbands » (Les maris), de John Cassavetes. Avec encore plus de force, tant est supérieure la personnalité cinématographique de Cassavetes — qui a définitivement largué le débraillé agaçant et les plus ou moins fausses improvisations de « Shadows », son film le plus connu en France. Comme Jonathan et Sandy, ses trois héros sont des Américains de l'« upper middle class » de New York ou sa périphérie — cet environnement social a son importance — auxquels la mort d'un meilleur ami commun révèle leurs frustrations et le vide angoissant de leur existence.

Après une fracassante beuverie funèbre, aucun n'a plus envie d'effectuer le sage et classique retour au domicile conjugal. Tous trois font une fugue à Londres, plus encore par révolte que par goût d'une escapade de célibataires. Un geste anti-conjugal plutôt qu'extra-conjugal. Un seul des trois maris, Harry, pousse la logique à son extrême, en ne rentrant pas de Londres. Malgré les serments (« Sauf pour le sexe, c'est vous que j'aime le plus, les gars »), la bande, cette micro-société masculine, a volé en éclats.

Peut-être à cause de leur puritanisme natif, ou de l'homosexualité refoulée qui imprègne les rapports des trois hommes, la révolte a échoué. « Husbands » ne nous dit pas ce qu'il advient d'Harry. Mais, au seuil du foyer, les deux repentants — dont l'un, Gus, interprété par Cassavetes lui-même — n'ont pas le masque du bonheur retrouvé. Il n'est pas facile, apparemment, d'être un mâle américain. Mais quel réalisateur européen a fait, à notre propos, la démonstration inverse ?

SERGE RICHARD

Télévision : au risque de vous plaire

Enfin, le voilà ! Après avoir été reportée, la « Bienvenue à Georges Brassens » sera diffusée mercredi 29 mars, à 21 h 25, sur la une. Place au plus grand.

VENDREDI 24 MARS :

Présenté par Robert Hossein, « La fin du jour », un bon Duvivier-Charles Spaak, avec Jouvet et Michel Simon (20 h 30, Ch. 1).

« Les visiteurs de l'espace » : un magazine pour rêver sur les extra-terrestres (21 h 30, ch. 2).

De Mirbeau, une pièce féroce et actuelle : « Les affaires sont les affaires » (20 h 10, France-Inter).

SAMEDI 25 :

Pour les amateurs de rugby, Galles-France (14 h 55, sur les 2 chaînes).

Le monde contemporain, l'émission hebdomadaire de Crémieux - de Beer (9 h 15, France-Culture).

DIMANCHE 26 :

Théâtre de la Jeunesse : 2e diffusion de « La case de l'oncle Tom » (17 h 05, ch. 1).

Vive le cinéma : 2e édition de ce nouveau magazine de cinéma, présenté, cette fois, par Jeanne Moreau (20 h 30, ch. 2).

Plain-chant : la poétesse Louise Labé (21 h 25, ch. 2).

Ciné-club : le « Faust » de Murnau — une pièce rare, avec Emil Jannings et... Yvette Guilbert (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 27 :

Alain Decaux raconte : « L'homme qui devait tuer Napoléon » (21 h 55, ch. 2).

MARDI 28 :

A l'émission Procès, accusé : l'héritage (20 h 30, ch. 1).

MERCREDI 29 :

Aux Dossiers de l'écran, « Bastogne » : dans les Ardennes, le dernier sursaut d'Hitler (20 h 30, ch. 2).

A la rencontre de Nietzsche (22 h 30, ch. 1).

JEUDI 30 :

Le 2e épisode du feuilleton tiré de Zola, « Pot-Bouille » (20 h 30, ch. 2).

Spécial cinéma : analyse illustrée de Laurel et Hardy (22 h 20, ch. 1).

Ces «messieurs» de la drogue

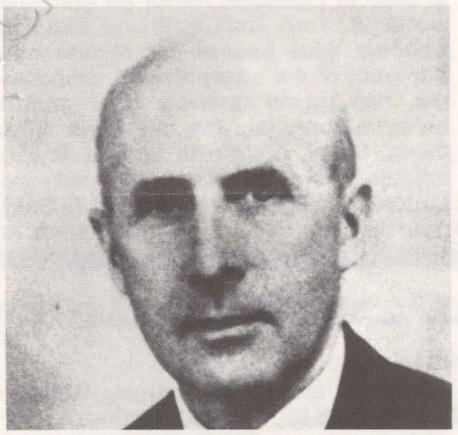


Les 425 kg d'héroïne saisis à bord du « Caprice des temps », en rade de Villefranche.

Vraiment, c'était un brave type. Presqu'un « monsieur ». Sur les quais de Villefranche, sur les terrasses des cafés et des restaurants, près du port, tout le monde l'aimait. Et puis, il était bon marin. 58 ans, marié, père d'un enfant et officier de Marine marchande. Une jolie guerre dans les commandos parachutistes de la France libre, qu'il racontait, de temps en temps, autour du pastis de 7 heures. Bien sûr, quand il était le patron de l'« Oiseau des îles », dans les années cinquante, il avait tâté de la contrebande de cigarettes américaines. Mais qui, entre Nice et Menton, n'en a pas fait ?

Marcel Boucan ne s'était pas trop mal débrouillé. En 1969, il avait acheté un petit crevettier, le « Caprice des temps », et l'avait aménagé. Un peu modifié aussi : un système radar dernier modèle, le mât avant renforcé et des caissons de lestage emplis de béton avaient été ajoutés à l'avant. Et, lorsque les vedettes de la douane de Nice et de Marseille ont arraisonné le « Caprice des temps », le 29 février, au large de Villefranche, les douaniers ont trouvé à son bord 425 kilos d'héroïne pure. La plus grosse saisie d'héroïne jamais réalisée.

Arrêté, ainsi que son équipage (cinq marins guadeloupéens) Boucan, dans



Marcel Boucan, le patron du crevettier.

sa prison, se tait obstinément. Ce qui n'empêche pas les commentaires d'aller bon train : on parle de la capture « d'un gros bonnet international de la drogue », on célèbre le « démantèlement d'un important réseau », on s'envoie, de services de douanes à services de police, de « chaleureuses » félicitations.

C'est chaque fois la même chose. On oublie que la réalité est plus complexe, plus diffuse : l'arrestation d'un trafiquant de drogue, même important, ébranle à peine tout un monde, qui sait bien, si bien, se protéger.

On sait d'où part la drogue et où elle arrive. Comment est un autre problème.

L'héroïne, petite-fille de l'opium, naît surtout en Extrême-Orient, dans le fameux triangle jaune : Birmanie-Laos-Thaïlande, où se cultive la moitié de l'opium vendu dans le monde. La culture du pavot se pratique aussi beaucoup en Turquie et en Iran. A partir de ces pays, l'opium prend, par différentes voies, le chemin de Marseille, et aussi, un peu du Portugal, du Mexique. C'est la première phase.

Le "champagne"

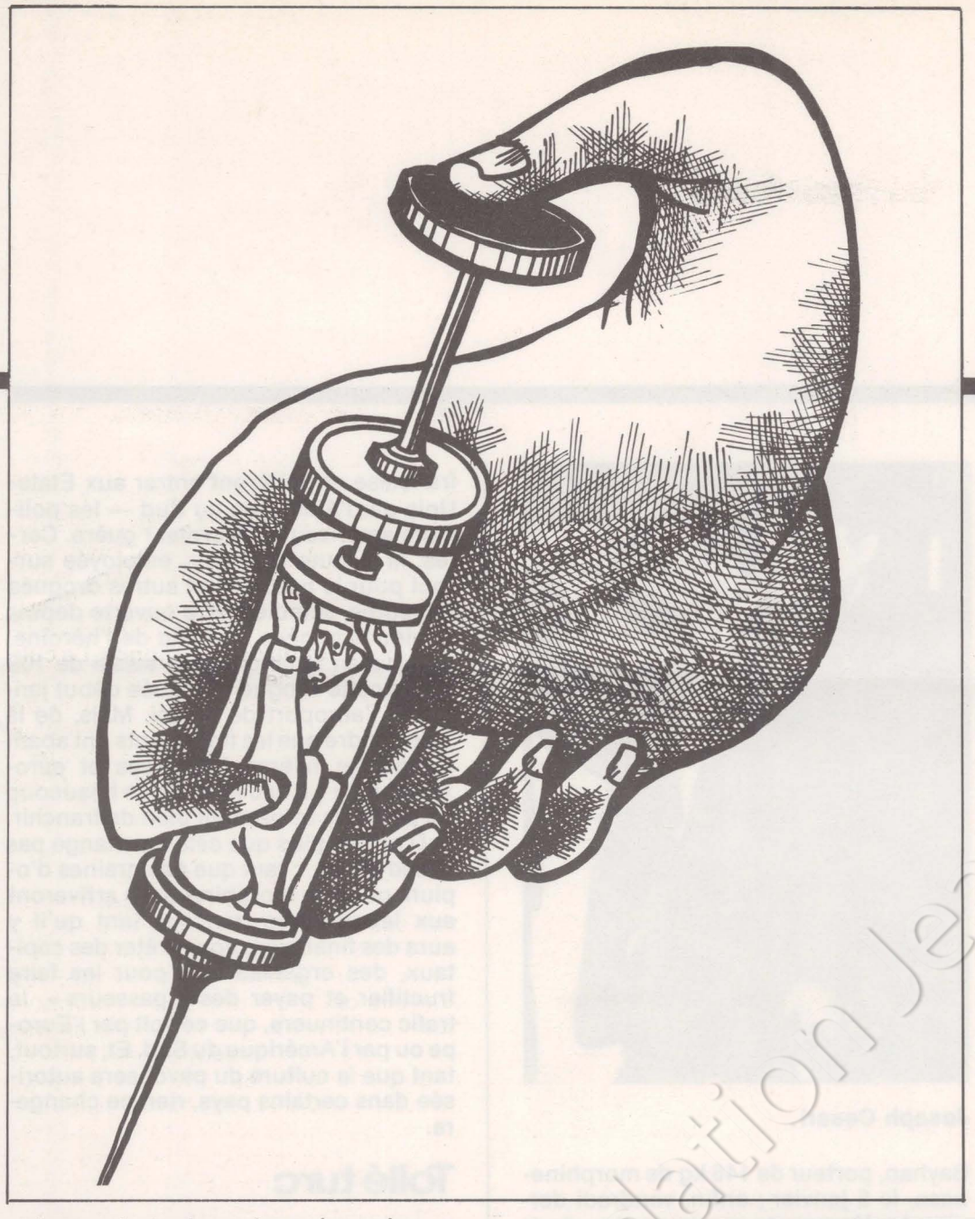
L'opium, soit sous sa forme première, soit sous forme de morphine-base (10 kg d'opium permettent d'obtenir 1 kg de morphine-base), doit rejoindre les endroits où se trouvent les « laboratoires » capables de le transformer en héroïne. C'est la seconde phase. Ensuite, le plus souvent, l'héroïne sera acheminée vers son plus gros client : les Etats-Unis, avec ses 300 000 intoxiqués qui dépensent, chaque année, l'équivalent de 2 milliards de francs pour la « came ». C'est la troisième phase.

Evidemment, il y a d'autres circuits, comme il y a d'autres variétés d'héroïne que l'« héroïne blanche », fabriquée en France et célèbre pour sa qualité — à tel point qu'elle a été surnommée « le champagne de la drogue » : elle constitue 80 % des saisies opérées aux Etats-Unis. L'« héroïne brune », fabriquée au Mexique, est de qualité inférieure et la bleue, fabriquée en Extrême-Orient, est encore moins bonne.

Arrivée aux Etats-Unis par paquets de 250 à 500 g, l'héroïne est alors livrée aux revendeurs, qui fabriquent des « doses » en la mélangeant à du lactose (mélange de sucre et de glucose), avant d'être vendue aux consommateurs. On imagine facilement les bénéfices fabuleux des différents intermédiaires, quand on sait qu'un kilo d'héroïne s'achète à Marseille 15 000 F et se revend à New York 60 000 (6 millions d'anciens francs !).

Demi-sels et P.d.g.

Pourquoi alors ne pas suivre un trafiquant et remonter la filière ? Cela arrive. C'est rare. Très rare. Le monde de la drogue fonctionne comme celui des services secrets, avec son cloisonnement, ses nombreux intermédiaires, sa loi du silence. Et il est bien rare de remonter jusqu'au « grand patron ». Il est à peu



près aussi utopique de croire qu'on va démanteler un réseau de drogue en arrêtant quelques trafiquants — même importants — que de penser ruiner le système de vente par correspondance des Galeries Lafayette en arrêtant le livreur. Or, malheureusement, on n'a jamais arrêté en France que des livreurs.

Ce qu'on a obtenu de mieux : arrêter le patron de l'entreprise de livraison, comme Boucan, personnage pittoresque, qui rappelle l'univers de Carbone et Spirito, la belle époque marseillaise, celle où les choses étaient claires : d'un côté, les honnêtes gens, les bons pères de famille, les gros industriels ayant pignon sur rue. De l'autre, les maquereaux en costume rayé, les trafiquants de toutes sortes, les demi-sels, les habitués du hold-up : bref, la pègre.

Elle existe toujours. Les petites gouapes continuent à rouler des mécaniques sur la Canebière, mais, depuis plusieurs années, certains de leurs camarades les ont laissé tomber. Ils ont délaissé les attaques à main armée qui peuvent coûter des années de prison et les costumes de serge trop étriqués. Ils ont monté des affaires — honnêtes — se sont habillés de costumes en laine peignée, ont noué des contacts, mis sur pied d'autres affaires — moins honnêtes. Bref, ils sont devenus P.d.g. Tant pis pour le pittoresque : c'est parmi eux qu'on trouve, à Marseille, les « gros bonnets de la drogue ». Ils ont leurs homologues aux Etats-Unis. Ils se connaissent, ils ont chacun leur rôle. Dans un réseau, le patron français trouve l'argent pour payer de grosses quantités de drogue. Et, surtout, il connaît un laboratoire : il y en a une dizaine dans la région de Marseille. S'ils sont extrêmement difficiles à trouver, c'est que tout le contenu d'un laboratoire peut tenir dans une Estafette, qu'il suffit d'une équipe de 2 ou 3 chimistes pour fabriquer de l'héroïne.



Trois « chimistes » au travail dans un laboratoire clandestin.

Les amis pensent à vous

Enfin, il doit trouver des « passeurs ». Là encore un autre mythe s'effondre. Contrairement à une opinion répandue, le passeur n'est pas un truand professionnel, aux gros bras et à la gueule torve. Au contraire, plus il est respectable, mieux c'est : c'était le cas de Jacques Angelvin, présentateur de la Télévision française. Un casier judiciaire vierge est encore plus coté. Deux avantages à cette méthode de recrutement : le passeur sera plus difficilement repérable et les indicateurs de la police seront sans efficacité.

De l'autre côté de l'Atlantique, le grand patron du réseau s'occupe de faire réceptionner la marchandise et, ensuite, de trouver des revendeurs. Entre eux, une suite d'intermédiaires qui ne se connaissent pas, et ignorent pour qui ils travaillent.

Quant à leurs collaborateurs plus proches, s'ils sont un jour arrêtés, ils ne parleront jamais. Pour deux raisons. Même entre les murs d'une prison, on n'est pas toujours à l'abri d'un « accident » : les amis du dehors pensent à vous. Et la perspective de retrouver en sortant un coffre-fort bien garni en Suisse aide à prendre son mal en patience.

Il est donc bien rare que les policiers

→

→

découvrent plus d'une tranche du réseau. Les « têtes » restent mal connues. Et, quand elles le sont, c'est souvent l'impuissance. « De gros trafiquants sont en liberté », déclarait François Le Mouël — chef, depuis juillet 1971, de la Brigade des stupéfiants — au micro de France-Inter. Mais... « Nous avons plus de noms que de preuves dans nos dossiers ». La preuve : tout est là. Et, pour les gros bonnets, elle est difficile à trouver : depuis qu'ils ont endossé les costumes et les manières des P.d.g., ceux qui sont à la tête du trafic n'ont sûrement jamais vu un sachet d'héroïne.

La fin de la brouille

Ces hommes brassent des milliards en fréquentant la bonne société et les milieux politiques, ils sont appuyés par des financiers qui n'aiment pas trop savoir d'où viennent les bénéfices. Immobilier, drogue, tout cela se mélange. A ce niveau, tout est propre, aseptisé. C'est un autre monde que celui du petit trafiquant qui place ses sachets dans les bars pour s'offrir sa dose quotidienne. A Marseille comme ailleurs, les patrons ignorent le monde des drogués. Certains préfèrent même, à la trop voyante ville de la Côte, des petits coins tranquilles en Normandie, où loin, très loin du monde des camés, ils peuvent gentiment jouer à l'éleveur.

Pourtant, dans la lutte contre la drogue, on enregistre un net progrès depuis la fin de la brouille entre le B.n.d.d. américain (Bureau des narcotiques et drogues dangereuses) et la police française. On se rappelle les accusations de John T. Cusack, lorsqu'il était directeur pour l'Europe du Bureau des narcotiques, et l'émotion qu'avait suscitée ses paroles, quand il accusait la police française de manquer d'efficacité dans sa lutte contre les gros bonnets.

Depuis, John T. Cusack a été remplacé par Paul Knight, et le commissaire divisionnaire François Le Mouël, ancien patron de la Brigade anti-gang, a pris en main la répression des trafiquants. Le changement semble avoir eu des résultats : l'arrestation d'André Labay, le 6 octobre dernier, alors qu'il convoyait 100 kilos d'héroïne et, après lui, de plus de vingt trafiquants ; la découverte du laboratoire de Montolivet, le 26 janvier ; l'arrestation du sénateur turc Kudret



Joseph Cesari.

Bayhan, porteur de 146 kg de morphine-base, le 5 janvier ; enfin, vendredi dernier, la découverte par la section de la Brigade des stupéfiants de Marseille d'un laboratoire à Aubagne et l'arrestation de Joseph Cesari, trafiquant déjà condamné en 1964. C'est bien, pour le peu de moyens dont dispose Le Mouël : 120 hommes, dont beaucoup sont submergés par des tâches administratives ; neuf voitures de la même couleur, sûrement aussi connues des trafiquants que les cars de gendarmes mobiles le sont des gauchistes.

La route du sud

Du côté américain, où les moyens sont bien plus gros — 1 500 hommes et des antennes dans de nombreux pays étrangers — on ne désespère pas non plus, mais on estime que, chaque année, 6 à 8 tonnes d'héroïne arrivent aux Etats-Unis. Anthony Pohl, directeur à New York du Bureau des narcotiques, ne se fait guère d'illusions : certes, des saisies importantes de drogue ont été opérées. Est-ce un signe encourageant... où les prises sont-elles plus nombreuses parce qu'il y a plus d'héroïne sur le marché ? Difficile à dire.

Quant au dernier mythe enfourché allègrement par certains journaux, celui de la « latin connexion » — à savoir : les trafiquants abandonnent la filière française et préfèrent entrer aux Etats-Unis par l'Amérique du Sud — les policiers américains n'y croient guère. Certes, la « route du sud », employée surtout pour le haschish et autres drogues mineures, semble s'être ouverte depuis quelques années au trafic de l'héroïne, comme en témoigne une saisie de 109 kg de cette drogue effectuée début janvier à l'aéroport de Miami. Mais, de là à prétendre que les trafiquants ont abandonné les filières françaises et européennes, il y a une marge que beaucoup de policiers se gardent bien de franchir.

D'autant plus que cela ne change pas grand chose : tant que des graines d'opium ou de la morphine-base arriveront aux laboratoires français, tant qu'il y aura des financiers pour prêter des capitaux, des organisateurs pour les faire fructifier et payer des « passeurs », le trafic continuera, que ce soit par l'Europe ou par l'Amérique du Sud. Et, surtout, tant que la culture du pavot sera autorisée dans certains pays, rien ne changera.

Tollé turc

Certains essaient de remédier à cela Richard Nixon déclarait, il n'y a pas longtemps : « Les U.s.a. vont continuer à faire pression pour un effort collectif des nations, dans le monde entier, en vue d'éliminer la drogue à sa source ». Mais c'est oublier que, pour les pays producteurs d'opium, les bénéfices, aussi, sont substantiels. C'est oublier, un peu rapidement, les leçons d'une expérience difficile : celle tentée par le secrétaire d'Etat américain de la Justice, John Mitchell.

Il y a deux ans, Mitchell a menacé de sanctions le gouvernement d'Ankara, s'il n'arrêtait pas la culture du pavot. En Turquie, ce fut un beau tollé : les Turcs accusèrent les Américains de vouloir ruiner de malheureux paysans. Et refusèrent net. Un ancien Premier ministre, Suat Mayri Urguplu, lança même, à la grande joie de la population, ce magnifique cri du cœur : « Que Dieu nous protège de l'aide étrangère ! ».

Aujourd'hui, les Américains et les Turcs arrivent, péniblement, à un accord. Mais si la source turque se tarit, d'autres pays sont déjà à pied d'œuvre. Et, dans les régions productrices de pavot, le peuple tient à son opium.

MICHELE BACKMANN et
NICOLAS BRIMO

Le marin n'achète pas la mer

« Ceux qui avaient étudié plus que lui, grâce à la terre, quand ils vivaient sur la ferme, avaient pu partir vers les néons... et les revenus. Et lui qui avait choisi de continuer à patauger : cette terre qui l'empêchait de lever les genoux, qui lui collait aux bottes, il fallait maintenant qu'il la leur rachetât. Non content de la garder, et c'était bien un peu pour eux aussi, non content d'être resté là, en plus du dernier tracteur, de la nouvelle étable, des produits de traitement qu'il devait encore en « court terme », il allait devoir prendre un « long terme » « bonifié » pour dédommager les citadins.

Oh, il n'était pas jaloux. Le métro, le bruit, toujours courir, ça ne l'intéressait pas. Ce qu'il demandait, c'était de vivre de son travail. C'était d'ailleurs ça qui ne lui plaisait pas, dans la politique du Pompidou : « Nous, les paysans, on a toujours l'air d'être des mendiants. »

Et je vous aide à ceci, et je soutiens vos produits, et prime à l'arrachage des vignes, prime de destruction des fruits, prime à l'abattage des vaches laitières et prime à l'arrachage des pommiers qu'on avait plantés à la place des vignes... Il aurait préféré un peu moins de béquilles, et qu'on ne l'empêche pas de marcher sur ses deux jambes, comme tout le monde. Sans compter qu'à la télé, c'était toujours sur le ton de « Regardez un peu ce qu'ils vous coûtent, ces s... de paysans. » Diviser pour régner, c'est vieux comme le monde.

Et il se disait que, pour ses enfants, ce serait pareil. Que ce soit l'un de ses garçons, ou un qui viendrait pour marier sa fille, comme son père, comme lui, celui qui restera ici, pour avoir le droit de travailler, il faudra qu'il rachète sa terre à ses frères.

Il paraît que c'est la loi ? Eh bien ! il faudra en changer.

La terre, c'est peut-être pour certains un objet de spéculation, pour d'autres, c'est l'instrument indispensable de leur travail. Il faut très nettement séparer la nature du capital foncier de la fonction du capital d'investissement.

C'est pour cela que le Parti socialiste propose, avec un nouveau statut du fermage et un nouveau régime des salariés agricoles, la création d'offices fonciers ruraux gérés par les agriculteurs, ayant droit de contrôle et de préemption sur toutes les transactions foncières, pour location aux exploitants, ainsi qu'un aménagement du système successoral, en vue d'éviter le démantèlement des exploitations.

Cette séparation entre les notions de « capital foncier » et de « la terre instrument de travail » est un élément majeur dans une économie de transition vers le socialisme.

Le marin n'est pas obligé d'acheter la mer, pour pratiquer la profession qu'il a choisi d'exercer. » Georges Sutra (Commission agricole du Parti socialiste.)

Pour des raisons matérielles, les abonnements ne peuvent être mis en service que la semaine suivant celle où nous les avons reçus.

Ma pierre à l'édifice

« J'ai choisi le moment où s'est tenue la Convention nationale et où, je l'espère, vont enfin s'engager ensuite des discussions sérieuses entre Partis socialiste et communiste, pour vous adresser mon abonnement à « l'Unité ».

Politiquement, je puis dire que je me situe entre ces deux partis. Je lis « l'Humanité » tous les jours, mais je ne suis pas communiste. Il est probable que je ne le serai jamais.

Paradoxalement, c'est dans « l'Humanité » que j'ai appris la future naissance de « l'Unité ». J'avoue avoir éprouvé une certaine satisfaction après une attente un peu circonspecte. Vous précisez, dans le dernier numéro de « l'Unité », que ce journal ne pourra vivre que s'il atteint rapidement les 10 000 abonnements. Et bien, je viens apporter ici ma pierre à l'édifice et je souhaite à « l'Unité » une longue vie et de pouvoir jouer le rôle que l'on attend. » M. Robert Benoit, Les Lilas.

Partis et syndicats

« Lors d'une très récente rencontre, les membres de la section socialiste de Pierrelatte et les représentants locaux de Force ouvrière ont évoqué l'article intitulé « Un révélateur dans la Chimie », paru dans le n° 6 de « l'Unité ». Les socialistes pierrelattins pensent qu'un journal politique qui se veut fidèle à la Charte d'Amiens doit se garder de laisser croire à telle ou telle sympathie syndicale susceptible de nuire à l'unité des travailleurs. Nous nous souvenons des paroles prononcées à Montélimar, en novembre dernier, par François Mitterrand, paroles par lesquelles il nous rappelait que parti politique et syndicat sont deux institutions qui œuvrent peut-être en convergence, mais sur des chemins séparés, avec des moyens qui leur sont propres. » G. R. Brun, sécrétaire administratif de la section socialiste de Pierrelatte.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Ma part de vérité

Golda

16 mars

Golda Meir a 74 ans et ressemble à ses photos : une forte femme aux yeux aigus, vêtue d'une simple robe grise et noire, coiffée d'un chignon bas. Elle fume, parle, s'anime et nous garde près de deux heures au lieu des trois quarts d'heure protocolaires prévus. « Le jour où l'on écrira l'Histoire, a dit d'elle David Ben Gourion, on saura que c'est une Juive qui a permis à l'Etat juif de naître. » Elle revenait alors d'une brève mission aux Etats-Unis, où elle avait arraché cinquante millions de dollars aux grands financiers de la Communauté juive américaine, indifférents pour la plupart à la cause d'Israël, mais bouleversés par cette voix grave, un peu rauque, qui répétait : « Nous nous battrons, nous nous battrons. Il ne vous appartient pas de décider si nous devons ou non poursuivre le combat, mais qui remportera la victoire, nous ou le Grand Mufti. »

Elle n'en était pas à son coup d'essai depuis qu'émigrée d'Ukraine, elle avait, à dix-sept ans, quêté dans les rues de Denver pour les victimes des pogroms. A Jérusalem, pendant des années, elle avait fait de sa maison l'un des principaux foyers de l'organisation clandestine. Et c'était elle encore qui, le 29 novembre 1947, à l'annonce du vote de l'Onu en faveur du partage de la Palestine, avait crié à la foule anxieuse pressée devant l'immeuble de l'Agence juive : « Pendant deux mille ans, nous avons attendu notre délivrance. Maintenant qu'elle est là, Juifs, bonne chance ! ».

Pour ces socialistes français qu'elle reçoit et dont elle se demande ce qu'ils pensent — la presse israélienne, toujours excessive, a pris feu et flamme, ce matin même, parce que je me suis inquiété la semaine précédente du sort des Palestiniens — elle adopte d'emblée le ton de l'intransigeance. « C'est toujours la France qui est en tête contre nous », jette-t-elle comme si nous étions comptables des actes de notre gouvernement. Au contentieux classique, s'ajoute un reproche nouveau : la France serait seule, parmi les Dix, à faire obstacle à un accord sur les agrumes et primeurs entre Israël et le Marché commun.

Elle proteste : « Que croit-on, dans votre pays ? La paix nous intéresse plus que la victoire. Une victoire de plus n'offrirait pas à Israël ce qui lui manque. Chaque soldat qui tombe, c'est un poème, une musique inachevés, une pensée stérile, c'est un monde qui disparaît. Mais une paix qui signifierait la destruction de notre Etat, la liquidation physique de notre peuple, non jamais. »

Abba Eban, le ministre des Affaires étrangères, chez lequel nous avons passé la soirée, devait, à sa manière, reprendre l'argument « Non, merci bien ».

On évoque ici les survivants de la « vieille garde », avec un mélange d'attendrissement, d'admiration et d'agacement. Ils constituent une sorte de sanhédrin qui apprécie en dernier ressort les choix à faire. Brouillé avec le parti majoritaire, Ben Gourion, qui, à 86 ans, écrit le deuxième tome de son Histoire d'Israël et consacre trois heures par jour aux tâches collectives du kibboutz du Neguev où il s'est retiré, est consulté sur les décisions importantes. Golda appartient à la « vieille garde ». On l'avait enterrée un peu tôt lorsqu'elle avait quitté, maussade, les allées du Pouvoir après la guerre de 1956. On la disait vieille, il y a dix ans. Aujourd'hui qu'elle n'a plus d'âge, elle incarne la volonté de vivre d'un peuple au solide appétit.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

« Dans sa cuisine qui servait de salon, son hospitalité se manifestait par l'inépuisable café qu'elle versait à ses hôtes d'une grosse bouilloire en permanence sur le feu. Fumant à la chaîne, distribuant à ses amis tasses de café et gâteaux secs avec autant d'insistance qu'elle les encourageait à agir, elle avait été, pour les adolescents de cette nouvelle race de Juifs, la mère éternelle de la Bible », écrivent Lapierre et Collins dans « O, Jerusalem ».

Mère de son peuple, c'est bien cela. Elle en a les brusqueries et les tendresses. Elle donne le sentiment à ceux qui la voient, qui l'écoutent, de porter un enfant millénaire, si robuste qu'elle s'en épanouit de fierté, si fragile qu'elle usera pour lui ses veilles jusqu'à la mort. Les mots de paix sonnent juste dans cette bouche ardente. « La situation d'Israël n'a pas vraiment changé parce que nous avons gagné la guerre des Six Jours. Elle ne changera que si nous réglons avec nos voisins un statut durable du Proche-Orient. »

Mais nous n'en saurons pas davantage sur ses intentions, sur ce qu'elle entend par frontières « sûres et reconnues ». On sent qu'elle reste « cette jeune fille qui ne traversait pas la place du village quand elle portait une robe blanche », à cause des guetteurs d'en face, et qu'elle n'aura pas de repos tant qu'elle ne sera pas assurée que les filles de son pays pourront s'habiller comme elles veulent.

18 mars

Dans son kibboutz des bords du lac de Galilée, nous dînons avec Igal Allon, le vainqueur de la guerre d'indépendance. Allon est maintenant vice-Premier ministre et chargé de l'Education nationale. On le classe parmi les successeurs possibles de Golda sur la même ligne que Moshe Dayan, légèrement derrière Pinhas Sapir, le ministre des Finances, qui a l'oreille de la vieille garde. De tous les dirigeants israéliens que nous avons rencontrés, il est le seul à s'évader des généralités sur l'issue du conflit. Les autres expliquent avec beaucoup de fermeté qu'ils ne demandent pas l'annexion, mais qu'ils exigent des rectifications de frontières, qu'ils ne reconnaissent pas le fait palestinien, mais qu'ils admettent un statut spécial pour la Cisjordanie, qu'ils ne consentiront qu'à des négociations directes, mais qu'ils ne refusent pas les bons offices d'un compositeur amiable. Les voyageurs que nous sommes, s'ils n'attendent pas qu'on leur livre des secrets d'Etat, n'en restent pas moins sur leur faim.

Le plan d'Igal Allon : une Cisjordanie démilitarisée et reliée par Jéricho au royaume d'Hussein; postes frontières israéliens le long du Jourdain ; nouveau tracé de frontières en quelques points sensibles mais limités ; souveraineté jordanienne sur les lieux saints musulmans avec accès par une route ex-territoriale ; règlements séparés pour Suez et Charm-el-Cheikh. Au départ, ce plan a été rejeté par les colombes et par les vautours des deux camps. Tout montre — y compris le discours récent et décrié du roi de Jordanie — qu'il entre dans l'actualité.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT